



EVALUATION FINALE DE PROJET « VERS UNE MISE EN ŒUVRE INCLUSIVE DE L'ACCORD DE PAIX EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE »

RAPPORT FINAL



Paulin Calixte NGATOUA
Economiste/Evaluateur accrédité
Consultant

Janvier 2022

Table of Contents

Table of Contents	2
<i>Abréviations et acronymes</i>	4
<i>Résumé exécutif</i>	5
1. INTRODUCTION	12
1.1 Contexte de l'évaluation.....	12
1.2 Objectifs, portée et champs de l'évaluation	13
1.3 Critères d'évaluation et questions y relatives	14
2. BREVE DESCRIPTION DU PROJET	14
2.1 Objectifs et résultats escomptés du projet	14
2.2 Les résultats obtenus	15
2.3 Théorie de changement	17
3. METHODOLOGIE D'EVALUATION	18
3.1 Méthodes de l'évaluation et outils de collecte	18
3.1.1 Méthodes de l'évaluation	18
3.1.2 Outils de collecte.....	19
3.2 Sources, traitement et analyse de données.....	19
3.3 Echantillon et cadre d'échantillonnage	20
3.4 Difficultés rencontrées et limites de l'évaluation.....	20
3.5 Cadre d'analyse de la performance du projet	21
4. PRINCIPAUX RESULTATS ET CONCLUSIONS DE L'EVALUATION	22
4.1 Pertinence.....	22
4.2 Efficacité.....	25
4.3 Efficience.....	36
4.4 Durabilité et Appropriation.....	38
4.5 Cohérence.....	40
4.6 Sensibilité aux conflits	41
4.7 Aspects catalytiques	41
4.8 Dimensions transversales (Egalité des sexes, droits humains et handicap).....	42
4.9 Innovation.....	44
5. ENSEIGNEMENTS TIRES DE LA MISE EN ŒUVRE	44
5.1 Leçons apprises	44
5.2 Bonnes pratiques.....	45
6. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	45
<i>Annexes</i> :	48

Annexe 1 : Documents consultés	48
Annexe 2 : Outils de collecte	48
Annexe 3 : Critères et questions clés.....	54
Annexe 4 : Termes de référence de la mission	55
Annexe 5 : Matrice d'évaluation et questions clés	61
Annexe 5 : Cadre de résultats du projet.....	68

Abréviations et acronymes

APPR	Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation
ACCORD	The African Centre for the Constructive Resolution of Disputes (Centre africain pour la résolution constructive des différends)
AGR	Activités Génératrices de Revenus
BM	Banque Mondiale
CLPR	Comité Local de Paix et de Réconciliation
CAD	Comité d'Aide au Développement
CEEAC	Communauté économique des Etats d'Afrique centrale
CNJCA	Conseil National de la Jeunesse Centrafricaine
DPP	Document Programme de Pays
FCA	Finn Church Aid
GNUE	Guide des Nations Unies pour l'Evaluation
MINUSCA	Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation en République Centrafricaine
ONG	Organisation non Gouvernementale
OCDE	Organisation de Coopération pour le Développement Economique
ODD	Objectif de Développement Durable
RCPCA	Plan National de Relèvement et de la Construction de la Paix en Centrafrique 2017-2021
RGPH 3	Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2003
RCA	République centrafricaine
UA	Union africaine
UE	Union Européenne
UNPBF	Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
UNDAF+	Plan Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement

Résumé exécutif

Le projet « Vers une mise en œuvre inclusive de l'Accord de paix en République Centrafricaine » a pour objectif de contribuer à la mise en place des mécanismes pour la participation et l'inclusion des jeunes dans les processus décisionnels et de consolidation de la paix en République centrafricaine. Il a été financé dans le cadre de l'Initiative de la Promotion des Jeunes et de l'égalité des genres (Gender Youth Promotion Initiative - GYPI) du Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix (PBF).

Le projet visait à travailler avec les organisations dirigées par des jeunes pour rechercher et documenter les réalités vécues et les contributions des jeunes à la consolidation de la paix, garantir que les jeunes femmes et hommes participent de manière significative dans les processus de paix en RCA, mais aussi renforcer leurs capacités afin de créer des synergies et un environnement propice à leur pleine participation aux efforts de paix.

Il est articulé autour de trois (3) résultats clés, à savoir :

- Résultat 1 : Une compréhension nuancée et sexospécifique des trajectoires de conflit, des défis, des opportunités et des tendances entourant l'inclusion des jeunes dans les processus de paix ;
- Résultat 2 : La participation des jeunes est abordée au niveau politique et des mécanismes d'implication formels et informels sont mis en place pour lier stratégiquement les jeunes aux processus de prise de décision ;
- Résultat 3 : Créer un réseau de jeunes formés lier aux ressources de réseautage et de coaching, pendant et après le projet.

Ce projet, doté d'un budget de \$ 801,402 a été mis en œuvre par The African Centre for the Constructive Resolution of Disputes (ACCORD) ou Centre pour la résolution constructive des différends en partenariat avec l'ONG nationale URU et le Conseil National de la Jeunesse Centrafricaine (CNJCA), du 19 décembre 2019 au 15 octobre 2021, avec une extension sans coûts de quatre mois.

Le projet est intervenu dans les villes de Bangui (Ombella-M'Poko), Bambari (Ouaka) et Bossangoa (Ouaham).

Conformément aux règlements et procédures du Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix (UNPBF), une évaluation finale indépendante a été organisée à des fins de redevabilité et d'apprentissage.

La présente évaluation vise à apprécier dans quelle mesure le projet a contribué à répondre aux besoins et à résoudre les problèmes identifiés pendant la phase de conception, d'apprécier la pertinence, l'efficacité et l'efficacé de la mise en œuvre du projet, de comparer les résultats attendus aux dépenses et aux réalisations, les effets produits et les

changements observés, de tirer des leçons apprises pour éclairer la conception de futurs projets de consolidation de la paix en RCA.

La méthodologie d'évaluation a privilégié une approche participative et itérative, impliquant le maximum de parties prenantes durant tout le processus de l'évaluation. Elle a combiné des entretiens individuels menés auprès des acteurs impliqués directement ou indirectement dans la mise en œuvre du projet., et une revue documentaire et une analyse des rapports produits par l'équipe du projet et les partenaires de mise en œuvre. Cette méthode a permis de recueillir le maximum d'informations et de trianguler les données pour tirer les conclusions.

Au terme de l'évaluation, les principales conclusions portent sur les critères d'évaluation qui sont la Pertinence, la Cohérence, l'Efficacité, l'Efficiencia, la Durabilité et les critères spécifiques du PBF à savoir : l'aspect catalytique, la sensibilité aux conflits ainsi que les thèmes transversaux à savoir : Egalités de genre, Droits humains et Invalidité.

- **Pertinence :**

Le projet était pertinent, approprié et stratégique par rapport aux principaux objectifs et défis de consolidation de la paix en Centrafrique identifiés durant la phase de sa conception et est demeuré pertinent tout au long de la mise en œuvre.

Pour rappel, le gouvernement centrafricain et 14 groupes armés ont signé le 6 février 2019 à Bangui l'Accord politique pour la paix et la réconciliation (APPR) pour mettre fin aux hostilités dans le pays. Cet accord, dans son préambule, ses principes et ses points d'actions reconnaît la nécessité d'inclure toutes les couches sociales du pays, et en particulier les femmes et les jeunes, dans les instances de suivi et de mise en œuvre dudit accord.

Le projet s'est donc aligné sur les recommandations de l'APPR, avec pour mission de favoriser l'intégration des jeunes hommes et femmes dans la recherche de la paix, à travers une série d'activités menées par les organisations dirigées par les jeunes en RCA.

Dans le cadre de l'étude basée sur la recherche participative des jeunes, le projet a mis évidence les obstacles et les défis auxquels les jeunes femmes et hommes sont confrontés pour participer à la construction de paix. Durant les élections législatives et présidentielle de 2021, les jeunes ont participé massivement au processus électoral en tant que candidat et électeur, ceci grâce à la contribution du projet en termes de sensibilisation des jeunes sur les enjeux des élections dans un climat apaisé.

Aussi, l'approche sexospécifique développée par le projet est parfaitement alignée sur la composante « Promotion de l'égalité des sexes » du Plan national pour le relèvement et la consolidation de la paix (RCPCA) 2017-2021 ainsi que sur le pilier 2 du RCPCA qui vise à « renouveler le contrat social entre l'État et la population ».

Par rapport au cadre global de coopération dans lequel interviennent d'autres partenaires dont les Nations Unies, le projet contribue à la réalisation du résultat 3.1 de l'UNDAF+2018-

2022 « Consolidation de la Paix, de la Sécurité et de la cohésion sociale » ainsi que des résultats 5 et 16 des Objectifs du Développement Durable.

- **Efficacité**

En dépit des retards enregistrés dans la mise en œuvre du projet (avec la pandémie de Covid-19 puis le déclenchement de la crise électorale), le projet a été globalement efficace dans l'atteinte de ses objectifs et des résultats escomptés.

Il a démontré un taux d'exécution des résultats appréciable (75,83%). Ce résultat est beaucoup plus attribuable à la réalisation à 100% des activités du produit 3.1 : « Les capacités des organisations dirigées par des jeunes pour s'engager dans des processus de paix formels et informels sont renforcées » et du produit 3.2 : « Des réseaux et des plates-formes de jeunes sont créés / renforcés pour créer une communauté de praticiens » et beaucoup moins pour toutes les autres.

De plus, l'approche utilisée, construite sur la base de l'expérience collective des partenaires de mise en œuvre, a démontré de son efficacité.

Toutefois, l'évaluation relève que les bénéficiaires ne s'estimaient pas assez bien informés sur le projet par les partenaires de mise en œuvre, ce qui a généré de fortes attentes. Aussi, au niveau communautaire, les bénéficiaires s'attendaient à recevoir un accompagnement supplémentaire en termes de génération de revenus. De plus, l'aspect localisé du projet (Bambari, Bangui, Bossangoa) permet de s'interroger sur la portée effective des effets à grande échelle.

L'évaluation note l'adaptabilité des gestionnaires du projet au regard de la situation sécuritaire (en particulier aux violences qui ont précédé et succédé aux élections de décembre 2020) et du contexte sanitaire (Covid 19). La flexibilité du bailleur de fonds, le PBF, a aussi facilité l'adaptation des activités et objectifs du projet aux évolutions du contexte.

- **Efficience :**

D'après l'examen du budget, les ressources mobilisées ont été réparties entre les activités et le coût de la gestion du projet. En effet, sur un budget total de **801,408.88 \$ USD**, **748,980.26, \$ USD** a été affecté aux activités du projet, soit **93%** et **52,428.62 \$ USD** a été alloué pour la gestion de projet, soit **7%**.

Globalement, la gestion des ressources financière a été efficace dans la mesure où le taux d'exécution financière est de 88, 68%. Le règlement des engagements en cours pourrait faire augmenter le taux d'exécution pour atteindre **95%**. Les engagements pris dans la proposition de projet pour une consolidation de la paix sensible au genre, en particulier en ce qui concerne le budget, ont été réalisés tout au long de la mise en œuvre. Le projet a alloué **254, 097.87 \$ USD**, soit **31,71%** de son budget aux questions de consolidation de la paix sensible au genre.

- **Durabilité et appropriation :**

La conception du projet comprenait une stratégie de sortie/durabilité appropriée pour soutenir des changements positifs dans la consolidation de la paix après la fin du projet.

L'implication des partenaires gouvernementaux, parlementaires, politiques, les associations de jeunes leaders, les associations de femmes leaders, les leaders religieux, les corps de défense et de sécurité, le soutien technique à la formation des formateurs sur l'intégration des questions de la jeunesse et du genre dans les processus des paix, la campagne de plaidoyer et de sensibilisation sur la participation de la jeunesse au processus de paix, ont permis aux autorités de s'approprier du projet. L'appui du projet à un cadre du dialogue intergénérationnel organisé sur la thématique « Comment faire taire les armes » sont autant de perspectives qui devraient assurer la durabilité de l'action du projet. L'implication du CNJCA en tant que partenaire de mise en œuvre a été un meilleur choix pour la pérennisation des acquis du projet.

La constitution d'un noyau de formateurs des formateurs pour assurer le relais au niveau communautaire constitue aussi un gage de pérennisation. La formation des points focaux sur les méthodes de recherche participative lors de l'étude de base (baseline study) et de l'étude participative (youth survey) sont des preuves pour la viabilité du projet.

- **Cohérence :**

Le projet est resté cohérent et complémentaire par rapport aux interventions menées par d'autres partenaires en termes de consolidation de la paix. Les donateurs traditionnels de la RCA ayant orienté leur appui vers les secteurs de la réforme du secteur de la sécurité, le dialogue politique et/ou le DDR ou vers la réduction des violences à grande échelle, au détriment des causes de ces violences.

Le projet est venu compléter les efforts entrepris dans le cadre du projet « *Engaging youth and community leaders to prevent mass atrocities in CAR* » mis en œuvre par Search for Common Ground (SFCG, 2016-2017). En ce qui concerne le portefeuille du PBF - , le projet a succédé à « *Alternatives à la violence : Renforcement des efforts de consolidation de la paix menés par les jeunes* » mis en œuvre par War Child UK (2018- 2020) et est venu compléter les activités mises en œuvre dans le cadre du projet « *Appui à la Médiation et au Dialogue pour une paix durable* » mis en œuvre par le PNUD, OIM et la MINUSCA (2017-2020) et intervenant dans la mise en œuvre de l'APPR.

- **Sensibilité au conflit** (A résumer ici selon la structure du développement ci - bas)

- **Aspects catalytiques :**

L'évaluation note que le projet n'a pas été financièrement catalytique car aucune ressource supplémentaire n'a pu être mobilisée, directement ou indirectement, auprès d'autres sources de financement et qui pourrait contribuer à assurer la pérennité et/ou durabilité du projet.

Au plan programmatique, les résultats obtenus par le projet ont permis de redynamiser le Conseil National de la Jeunesse (CNJCA) sur les diverses thématiques liées à la paix et à leur développement comportemental et de créer de nouveaux canaux de consultations formels et informels avec les décideurs. Dans les localités de Bossangoa et Bambari, la majorité des jeunes enquêtés se disent désormais capables de contribuer à la consolidation de la paix grâce aux actions de renforcement des capacités promues par le projet.

- **Dimensions transversales**

Bien que ventilés par sexe, les indicateurs de projet ne fournissent aucune indication sur l'inclusion des personnes vivant avec un handicap (PVH) ou des groupes appartenant à des groupes socio-culturels minoritaires. L'évaluation a permis de relever que les PVH n'ont pas été consultés au moment de la planification du projet, même si elles ont été impliquées dans la mise en œuvre des activités. Sur un effectif total de 40 participants à la formation des formateurs, on note 3 handicapés, soit 7,5%. Aussi, l'évaluation note que les efforts ont été insuffisants pour favoriser une meilleure implication des personnes vivant avec un handicap, des personnes appartenant à des minorités de genre et/ou socio-culturelles.

- **Egalité des sexes :**

L'examen de la revue documentaire et les entretiens avec les informateurs clés ont confirmé que l'égalité des sexes a été prise en compte dans la conception et la mise en œuvre du projet. Le budget de 30% pour l'égalité entre les sexes (Marqueur 2) et le renforcement des capacités des femmes a bien été respecté. L'exploitation du rapport financier indique que les dépenses réelles relatives à l'égalité des sexes ou à l'autonomisation des femmes représentent 31,71% du budget.

Dans le cadre de l'intégration des problématiques des jeunes et du genre dans les structures gouvernementales, le déploiement de 6 expertes sur 11 dans les Ministères et institutions a été positivement remarqué. 19 jeunes dont 10 femmes et 9 hommes ont apporté un appui technique et/ou un coaching aux activités de chaque structure.

Par ailleurs, des sessions de renforcement des capacités sur l'accord de paix ont été organisées dans le pays avec une participation de 800 jeunes dont 500 jeunes filles et 300 jeunes hommes.

- **Innovation :**

Le projet est innovant dans la mesure où l'accent a été mis sur la recherche, laquelle a permis de disposer des données quantitatives et qualitatives sur la jeunesse en RCA. En effet, l'implication des structures dirigées par jeunes femmes et hommes dans la recherche d'une paix durable a été une approche différente et une première par rapport aux autres acteurs.

Le projet a aussi été innovant par son approche, en facilitant l’immersion de jeunes leaders communautaires dans les arcanes de la haute administration, des départements ministériels, des organisations en charge d’appuyer la mise en œuvre de l’accord de paix et dans des organisations de la société civile. Le déploiement de jeunes conseillers dans ces instances a donné des résultats probants en termes de réseautage et de prise en compte des besoins sexo-spécifiques dans la prise de décision à haut niveau.

Conclusion et recommandations

Au terme de la mission d’évaluation et s’appuyant sur les résultats du projet et les insuffisances observées, les recommandations suivantes sont formulées en lien avec les principaux constats relevés. Les recommandations proposées sont d’ordre stratégiques et opérationnels.

N°	Recommandations	Responsabilités
Recommandations stratégiques		
01	Formuler des indicateurs SMART plus clairs, compréhensibles et facile à atteindre dans les futures programmations pour mieux mesurer les changements induits par les projets	ACCORD, CNJCA et URU
02	Intégrer le volet Activités Génératrices de Revenus pour accompagner les organisations des jeunes en vue de le leur autonomisation économique à travers : <ul style="list-style-type: none"> - Les activités de production (élevage, petits commerces, agriculture et maraîchage), - La formation socio-professionnelle en favorisant l’utilisation des nouvelles technologies de l’information et de la communication (TIC) pour fournir l’accès au contenu et au développement professionnel des jeunes pour leur permettre de s’insérer aisément dans le monde du travail. 	ACCORD, CNJCA et URU
03	Initier et voter une loi fixant le quota des jeunes dans les instances de prise des décisions à l’instar de la loi sur la parité qui fixe des quotas pour le nombre de femmes à intégrer dans les instances publiques.	Gouvernement
04	Etendre les zones d’intervention du projet pour atteindre le maximum de jeunes des régions affectées durement par les conflits	ACCORD, CNJCA et URU
Recommandations opérationnelles		

05	<p>Renforcer l'inclusion des personnes vulnérables par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La prise en compte de personnes en situation de handicap, des minorités socio-culturelles dans la conception et la mise en œuvre des projets, - La fixation des quotas pour les personnes en situation d'handicap 	ACCORD, CNJCA et URU
06	<p>Intégrer dans les programmes scolaires des cours sur les thématiques liées à la paix, à la gestion de conflit, à la communication non violente en vue de préparer des jeunes capables de relever les défis de consolidation de la paix.</p>	Gouvernement
07	<p>Mettre à disposition des partenaires de mise en œuvre des fonds dans le délai</p>	PBF

1.INTRODUCTION

Le projet « **Vers une mise en œuvre inclusive de l'Accord de paix en République Centrafricaine** » a été mis en œuvre durant 22 mois, du 19 décembre 2019 au 15 octobre 2021, après une extension sans couts additionnels de 04 mois. Mis en œuvre par le Centre Africain pour la Résolution Constructive des Différends (ACCORD), en partenariat avec l'ONG nationale URU et le Conseil National de la Jeunesse Centrafricaine (CNJCA), le projet a bénéficié d'un financement de 801,408.00 de dollars US dans le cadre de l'Initiative de promotion du Genre et de la Jeunesse du Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix (PBF). Le projet intervient dans trois zones du pays : Bangui (Ombella-M'Poko), Bambari (Ouaka) et Bossangoa (Ouaham) et vise à travailler avec les organisations dirigées par des jeunes pour rechercher et documenter les réalités vécues et les contributions des jeunes à la consolidation de la paix, à garantir que les jeunes femmes et hommes participent de manière significative dans les processus de paix en RCA, mais aussi à renforcer leurs capacités afin de créer des synergies et un environnement propice à leur pleine participation aux efforts de paix.

Conformément aux règles et procédures du PBF, ce projet a fait l'objet d'une évaluation finale indépendante, réalisée par un consultant national. Le présent rapport est structuré autour : (i) d'une introduction qui rappelle le contexte de l'évaluation et les objectifs, portée et champs de l'évaluation, (ii) d'une brève description du projet, (iii) de la méthodologie d'intervention, (iv) des principaux constats et conclusions de l'évaluation, (v) des enseignements tirés de sa mise en œuvre, (vi) des conclusions et recommandations issues des constats de l'évaluation, et (vii) des annexes.

1.1 Contexte de l'évaluation

Située au cœur du continent africain, la République Centrafricaine (RCA) a été le théâtre de multiples conflits militaro-politique qui continuent de façonner le paysage politique, économique et social du pays. Le conflit en République Centrafricaine est enraciné dans une histoire complexe découlant de problèmes structurels, sociopolitiques et de gouvernance de longue date, de tensions ethniques et intercommunautaires, et de l'incapacité de réagir de manière adéquate à la marginalisation et aux griefs profondément enracinés.

La population centrafricaine s'élève à 5 464 000 millions d'habitants¹ et la structure démographique révèle une dominante féminine : les femmes représentent 50,95% de la population totale contre 49,04% d'hommes. Les données démographiques indiquent que 72 % de la population sont âgées de moins de 35 ans². Malgré cette population constituée en majorité des jeunes, ceux-ci restent sous-représentés et/ou exclus des processus de prise de décision et

¹ Les projections de la population totale par l'Institut Centrafricain des Statistiques et des Etudes Economiques et Sociales national de la statistique (ICASEES),2020

² Enquête MICS4, Ministère du plan, 2010

leur contribution dans les processus de paix sont souvent marginalisées. Cette situation s'est aggravée avec les récentes crises militaire et politiques qui s'est déclenchée en 2013 avec le renversement du pouvoir de l'époque par une coalition de groupes armés (la Séléka) et la vague de représailles déclenchée par les anti-balaka.

Les villes de Bangui (Ombella-M'Poko), de Bambari (Ouaka) et de Bossangoa (Ouham) sont les zones les plus touchées par le conflit. Les jeunes hommes et femmes sont les premières victimes du conflit, mais souvent exclus du processus de résolution de conflits.

Pour mettre un terme à cette longue période de crises récurrentes, le Gouvernement et les 14 principaux groupes armés ont signé en février 2019 l'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation (APPR)³. Certes, l'APPR reconnaît l'importance de l'implication des femmes et des jeunes dans les processus de paix et les mécanismes de relèvement et de consolidation de la paix en RCA. Cependant, les jeunes femmes et hommes sont restés sous-représentés dans la sphère de prise de décision. Cette situation a été soutenue par plusieurs organisations de la société civile qui ont dénoncé le caractère exclusif de l'Accord, lequel est fondé sur le clivage.

1.2 Objectifs, portée et champs de l'évaluation

L'objectif principal de l'évaluation indépendante est d'apprécier la pertinence et l'alignement de la conception ainsi que l'efficacité et l'efficacités de la mise en œuvre du projet, de mesurer les impacts attendus et imprévus des résultats, ainsi que de générer des leçons apprises pour éclairer la conception de futurs projets de consolidation de la paix en RCA. L'évaluation sert donc à déterminer la valeur ajoutée globale du projet dans les domaines de l'engagement et de l'inclusion des jeunes dans les processus de paix et de prise de décision.

Plus spécifiquement, il s'agit de :

- Évaluer dans quelle mesure le projet a contribué à répondre aux besoins et à résoudre les problèmes identifiés pendant la phase de conception.
- Documenter les bonnes pratiques, innovations et enseignements issus du projet ;
- Tirer les leçons de l'intervention du projet et formuler des recommandations.

L'évaluation couvre toute la durée du projet, de la date de signature en décembre 2019 au 15 octobre 2021, date de clôture opérationnelle et se déroule sur les trois principales zones d'intervention du projet : Bangui (Ombella-M'Poko), Bambari (Ouaka) et Bossangoa (Ouham). Son champ d'investigation est délimité par la vérification et l'appréciation de la pertinence, de la cohérence, de l'efficacité, de l'efficacités, de la durabilité et de la sensibilité aux conflits ainsi que le critère spécifique du PBF à savoir : l'aspect catalytique et l'innovation. Une attention particulière est portée aux aspects relatifs à la conception du

³ Cet accord a été signé au terme d'un long processus de médiation initié par l'Union africaine et la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC)

projet, au processus de sa mise en œuvre et aux résultats obtenus en s'appuyant sur le cadre de résultats du projet ainsi qu'aux autres données de suivi collectées sur les extrants, ainsi que le contexte de sa mise en œuvre et la participation des bénéficiaires. Les analyses effectuées dans le cadre de la présente évaluation portent également sur l'exécution du budget et le respect des calendriers de réalisation des activités, la performance des parties prenantes et la pertinence de leurs interventions, ainsi que la prise en compte des dimensions transversales (droits humains, genre et handicap) à toutes les étapes et à travers les critères d'évaluation retenus.

1.3 Critères d'évaluation et questions y relatives

Les questions d'évaluation sont basées sur les critères d'évaluation du Comité d'Assistance au Développement (CAD) de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (OCDE) ainsi que sur les critères d'évaluation spécifiques au PBF, qui ont été adaptés au contexte. Un tableau des critères et questions clés est présenté en annexe du présent rapport.

En sus de ces cinq (5) critères du CAD/OCDE : Pertinence, Efficacité, Cohérence, Efficience, Durabilité, les critères spécifiques du PBF notamment : l'aspect catalytique, la sensibilité aux conflits, et l'innovation ont été traités ainsi que les thématiques transversales (Genre, Droits humains et Inclusion/Handicap).

2. BREVE DESCRIPTION DU PROJET

2.1 Objectifs et résultats escomptés du projet

Le projet « **Vers une mise en œuvre inclusive de l'Accord de paix en République Centrafricaine** » vise à initier des travaux pour approfondir la recherche, documenter, renforcer et assurer la pleine participation des jeunes aux processus de paix en général, et à la mise en œuvre de l'Accord de paix en particulier. Le projet vise à combler des lacunes critiques, les données quantitatives et qualitatives sur les jeunes en République centrafricaine étant rares. Les résultats des recherches visent soutenir le plaidoyer et susciter des changements au niveau politique. Le tableau ci-dessous présente les informations de base du projet.

Titre du projet	« Vers une mise en œuvre inclusive de l'Accord de paix en République Centrafricaine »
Budget	\$ 801,408.00 US\$ (Peacebuilding Fund)
Durée	18 mois + 4 mois d'extension
Zone d'intervention	Bangui (Ombella-M'Poko), Bambari (Ouaka) et Bossangoa (Ouham)
Organisation récipiendaire	Centre africain pour la résolution constructive des différends (ACCORD)
Partenaires de mise en œuvre	URU ; Conseil National de la Jeunesse Centrafricaine (CNJCA)
Objectif	Contribuer à la mise en place des mécanismes pour la participation et l'inclusion des jeunes dans les processus décisionnels et de consolidation de la paix en République centrafricaine
Résultats escomptés	<p>Résultat 1 : Une compréhension nuancée et sexospécifique des trajectoires de conflit, des défis, des opportunités et des tendances entourant l'inclusion des jeunes dans les processus de paix</p> <p>Résultat 2 : La participation des jeunes est abordée au niveau politique et des mécanismes d'implication formels et informels sont mis en place pour lier stratégiquement les jeunes aux processus de prise de décision</p> <p>Résultat 3 : Créer un réseau de jeunes formés lier aux ressources de réseautage et de coaching, pendant et après le projet</p>
Théorie de changement	<p>SI les trajectoires de conflit et les réalités vécues par les jeunes – différenciées par sexe, âge, situation géographique, religion, capacités et autres facteurs – sont bien comprises et leurs contributions au processus de paix (à la fois positives et négatives) sont localisées ;</p> <p>SI des mécanismes d'inclusion des jeunes permanentes sont mis en place et les organisations dirigées par des jeunes sont soutenues et renforcées ;</p> <p>ALORS, les jeunes peuvent contribuer plus efficacement à un processus de paix durable.</p>

2.2 Les résultats obtenus

Résultat 1: Une compréhension nuancée et genrée des trajectoires de conflit, des défis, des opportunités et des tendances entourant l'inclusion des jeunes dans les processus de paix est réalisée

La recherche participative réalisée auprès de plus de 500 jeunes à Bangui, Bambari et Bossangoa a permis de fournir une compréhension nuancée sur la façon dont les jeunes gèrent les conflits et comment ils s'engagent dans sa résolution, d'une part et de mettre en évidence les défis et barrières qu'ils rencontrent dans la participation aux processus décisionnels et de consolidation de la paix d'autre part. De l'analyse des besoins, l'étude a formulé une note de politique générale qui a identifié dix (10) axes d'intervention qui aideront le gouvernement et les partenaires techniques et financiers à formuler des projets futurs qui pourront contribuer à la participation de la jeunesse dans la consolidation de la paix en RCA.

Une cartographie des initiatives percutantes des jeunes dans les trois zones d'intervention du projet a été réalisée.

Résultat 2: La participation des jeunes est prise en compte au niveau politique et des mécanismes d'implication formels et informels sont mis en place pour lier stratégiquement les jeunes aux processus de prise de décision

Dans le cadre de ce résultat, le rapport annuel du projet indique que 500 personnes dont 325 jeunes femmes et 175 jeunes hommes ont pris part aux réunions consultatives. Un dialogue intergénérationnel sur la thématique « Comment faire taire les armes et promouvoir la gouvernance, la paix, la sécurité et le développement en RCA ? » a été organisé pour lequel, 100 personnes ont pris part aux travaux dont 52 jeunes femmes et 48 jeunes hommes.

Concernant l'intégration des questions de la jeunesse et du genre dans les processus des paix, le projet a apporté un appui technique à la formation des formateurs. Environ, 50 participants dont 35 hommes et 15 femmes ont acquis les techniques pédagogiques de formation et à leur tour animer les sessions de formation dans leurs localités respectives.

Aussi, dans le cadre de la promotion des questions d'intégration de jeunesse et du genre dans les structures gouvernementales, le projet a déployé onze (11) jeunes Experts/Stagiaires dont 6 femmes et 5 hommes, repartis dans les Ministère. 19 jeunes dont 10 femmes et 9 hommes ont apporté un appui technique et/ou un coaching aux activités de chaque structure. La revue des politiques qui sont de nature à entraver la participation des jeunes dans les processus de paix a été faite et a permis de lancer la formulation d'un Cadre opérationnel pour la participation des jeunes dans les prises des décisions.

Environ 150 personnes représentants le gouvernement, le parlement, les partis politiques, les associations des jeunes leaders, les associations de femmes leaders, les leaders religieux et les partenaires de mis en œuvre ont pris part à une journée de partages d'expériences.

Résultat 3: Créer un réseau de jeunes formés liés aux ressources de réseautage et de coaching, pendant et après le projet.

Les activités mises en œuvre ont permis d'obtenir les résultats suivants : 300 personnes dont 180 jeunes filles et 120 jeunes hommes ont été formés aux ressources de réseautage et de coaching et 5 meilleures jeunes identifiées lors de cette formation ont été formés sur la vision et le coaching pendant et après le projet.

Dix-huit (18) jeunes diplômés dont 10 jeunes femmes et 8 jeunes hommes ont bénéficié des services de mentorat et d'encadrement des jeunes par le biais de stages et de programmes de mentorat. La stratégie vise à connecter les jeunes bénéficiaires du projet à des réseaux de jeunes afin de partager les expériences sur les thématiques liées à la consolidation de la paix.

De plus, sept-cent cinquante (750) jeunes dont 450 jeunes femmes et 300 jeunes hommes ayant pris part aux sessions ont vu leur capacité renforcée sur les thématiques relatives à l'éducation au civisme, à la citoyenneté ; la prévention, gestion et résolution des conflits ; le leadership communautaire ; l'Etat de droit parmi lesquels 150 jeunes identifiés ont également reçu la formation des formateurs sur lesdites thématiques en vue d'assurer le relais au niveau communautaire.

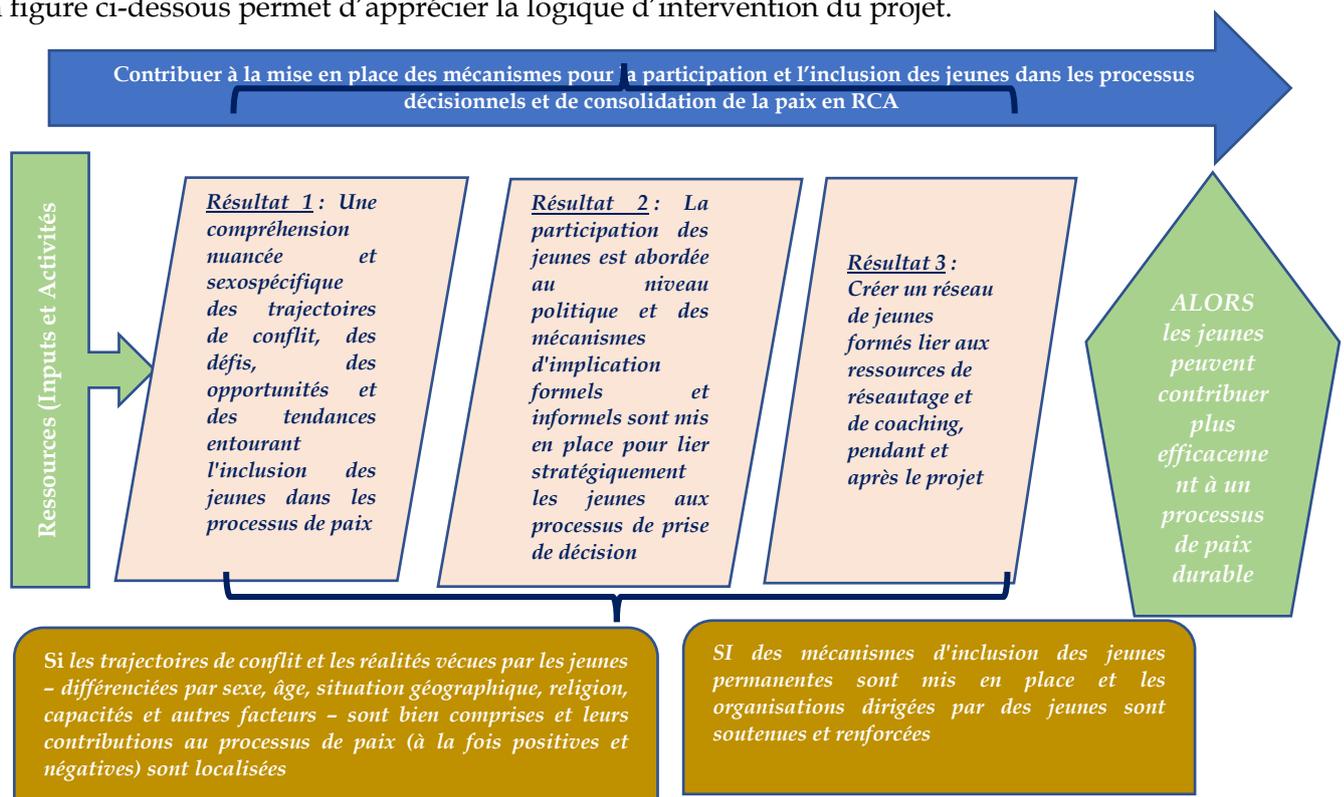
Des sessions de renforcement des capacités sur l'Accord de paix ont été organisées dans le pays avec une participation de 800 jeunes dont 500 jeunes filles et 300 jeunes hommes.

Par ailleurs, dans le cadre de prise en compte de l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes, des campagnes de sensibilisation et les sessions de renforcement des capacités qui ont précédé la mise en place des réseaux de jeunes formés, le projet a offert les opportunités de participation de 450 jeunes femmes et 450 jeunes hommes dans le processus et gestion des activités.

2.3 Théorie de changement

La théorie du changement qui sous-tend le projet est la suivante : **SI** les trajectoires de conflit et les réalités vécues par les jeunes – différenciées par sexe, âge, situation géographique, religion, capacités et autres facteurs – sont bien comprises et leurs contributions au processus de paix (à la fois positives et négatives) sont localisées, et **SI** des mécanismes d'inclusion des jeunes permanentes sont mis en place et les organisations dirigées par des jeunes sont soutenues et renforcées, **ALORS** les jeunes peuvent contribuer plus efficacement à un processus de paix durable, **PARCE QUE** les programmes et les politiques sont fondés sur des bases factuelles, ils seront donc à l'écoute des jeunes et des femmes, et les processus décisionnels seront plus inclusifs.

La figure ci-dessous permet d'apprécier la logique d'intervention du projet.



Cette figure décrit le lien de cause à effet entre les résultats stratégiques et les objectifs recherchés. L'évaluation du projet note que la théorie du changement est restée pertinente au vu des dynamiques nationales et de la part que peuvent occuper les jeunes et les femmes, à la fois dans la résolution du (des) conflit (s) et dans les changements comportementaux. Bien

que représentant une part importante de la population, le potentiel de changement de ces deux grandes catégories de populations reste sous exploité.

Tout en reconnaissant la pertinence de la théorie de changement, la mise en perspective avec la durée initiale du projet (18 mois), la fait paraître très ambitieuse. La complexité des résultats, le nombre d'activités à mener et la situation politique et sécuritaire encore volatile (en particulier dans les zones d'intervention) font regretter qu'aucune évaluation à mi-parcours n'ait été conduite pour apprécier l'évolution du contexte de mise en œuvre et proposer des mesures correctives, le cas échéant.

3. METHODOLOGIE D'ÉVALUATION

3.1 Méthodes de l'évaluation et outils de collecte

Une approche participative, inclusive et itérative impliquant tous les acteurs impliqués (l'équipe du projet/ ACCORD, le partenaire financier PBF, les partenaires de mise en œuvre (URU et CNJCA), les partenaires nationaux et la population bénéficiaire) a été privilégiée durant le processus. Le choix porté sur cette approche se justifie par le désir d'assurer l'appropriation du processus d'évaluation par l'équipe du projet et les acteurs clés en vue d'assurer la validité, les conclusions et les recommandations formulées. Par ailleurs, l'évaluation a également utilisé l'approche qualitative sans occulter la collecte des données quantitatives susceptibles d'étayer les évidences.

En plus des interviews à Bangui, une mission a été organisée à Bossangoa. Bambari n'a pu être touchée en raison des mouvements importants des groupes armés et de la menace sécuritaire.

3.1.1 Méthodes de l'évaluation

Trois (3) méthodes de collecte de données ont été utilisées à savoir : (i) Revue documentaire ; (ii) Entretiens semi-structurés avec les informateurs clés ; et (iii) Entretiens individuels et discussions de groupes avec les bénéficiaires.

- *Revue documentaire*

La revue documentaire s'est basée sur la collecte et l'exploitation de la documentation ayant un lien direct avec le projet ou pouvant apporter des éclairages sur le contexte de sa mise en œuvre. L'emploi des méthodes mixtes quantitatives et qualitatives a permis de collecter les données primaires et secondaires. Les données quantitatives proviennent essentiellement de la revue de littérature tels que : le document du projet, le rapport de l'étude de base du projet, les plans de travail annuels, le rapport de suivi mensuel, le rapport de revue à mi-parcours, les rapports de mission, les rapports de formation, les rapports d'activités des partenaires de mise en œuvre. La revue documentaire a aussi pris en compte : l'Accord politique pour la paix et la réconciliation (APPR), le Plan de Relèvement et de Consolidation de la Paix en Centrafrique (RCPCA 2017-2021), la Politique Nationale de Promotion de la Jeunesse, le Plan

Cadre des Nations-Unies pour l'Assistance au Développement (UNDAF+ 2018-2021) et les Objectifs du Développement Durable.

- *Entretiens semi-structurés*

Cette phase a permis d'organiser des entretiens individuels avec les personnes ressources de l'équipe du projet ACCORD, les partenaires de mise en œuvre URU et CNJCA, et les partenaires nationaux à savoir le Ministère de la Promotion de la Jeunesse, le cabinet du Conseiller spécial du chef de l'Etat en charge de la mise en œuvre de l'Accord de Paix, le Ministère de l'action humanitaire et de la réconciliation, le Ministère du Plan, le Ministère de la Promotion de la Famille et de la Protection de l'Enfant, le Parlement des jeunes.

Des entretiens ont aussi été organisés avec l'Université de Bangui, des organisations de la société civile, et des autorités administratives et locales : préfet, sous-préfet, Maire et les responsables des services déconcentrés de l'Etat, chefs communautaires et religieux.

Les guides d'entretiens figurant en annexe ont servi à la collecte des données quantitatives.

- *Entretiens individuels et discussions de groupe*

L'évaluation a rassemblé un certain nombre de bénéficiaires (jeunes) afin de susciter la discussion en bilatéral (8 entretiens) et en petits groupes de huit (8) à dix (10) individus. Cette méthode de collecte de données a permis de recueillir les perceptions des groupes-cibles sur la mise en œuvre du projet.

3.1.2 Outils de collecte

Trois outils de collecte de données adaptés aux différentes catégories des parties prenantes ont été développés et annexés au présent rapport en vue de réaliser des entretiens semi-structurés :

1. Les guides d'entretiens individualisés ont servi à la collecte des données qualitatives auprès du personnel des agences récipiendaires, des partenaires nationaux, les autorités administratives et locales etc.;
2. Les supports de discussions de groupe ont été utilisés pour collecter les données qualitatives auprès des jeunes bénéficiaires ;
3. La fiche d'observation a été élaborée pour les visites de terrain dans les villes cibles du projet.

3.2 Sources, traitement et analyse de données

Les données collectées auprès des acteurs (ACCORD, URU, CNJCA), du PNUD et de la MINUSCA, des partenaires nationaux, des autorités administratives et locales et des leaders communautaires ont été analysées de manière agrégée par priorités et résultats escomptés. L'analyse s'est faite à trois niveaux : (i) l'analyse du contenu, l'analyse des entrevues réalisées en fonction des principales questions de l'évaluation ; (ii) l'analyse de performance, à travers

les critères d'évaluation ; et (iii) l'analyse de la théorie de changement ainsi que l'évaluation du journal de risque. Les réponses qualitatives ont été validées avec des informations quantitatives et les analyses ont été faites de façon désagrégée c'est à dire par sexe. Enfin, la triangulation (entre sources, méthodes et informations de terrain) a été appliquée aux données dans le but d'assurer la validité et la sincérité de l'analyse, de dégager des conclusions et des recommandations pour les projets futurs.

3.3 Echantillon et cadre d'échantillonnage

L'échantillonnage des groupes cibles a été réalisé de façon raisonnée. La mission a procédé à l'échantillonnage par quotas et non aléatoire. La méthode est basée sur la répartition connue de la population pour un certain nombre de caractères (sexe, âge, catégorie). En effet, l'évaluation avait prévu d'enquêter auprès de 100 personnes par zone d'enquête dont 50% de femmes et 50% d'hommes. Malheureusement, elle n'a pu interviewer que 75 personnes (72% d'hommes et 28% de femmes) du fait de la situation sécuritaire qui prévalait, particulièrement dans les villes de Bossangoa et Bambari. 8 entretiens individuels et 10 focus groups ont été organisés.

3.4 Difficultés rencontrées et limites de l'évaluation

L'évaluation s'est heurtée à plusieurs difficultés, notamment en ce qui concerne la phase de collecte des données. Il s'agit principalement :

- Du contexte sécuritaire qui prévalait à Bambari et qui n'a pas permis à la mission de couvrir l'échantillon initialement prévu. Aussi, l'évaluateur a procédé par la triangulation des données en compulsant informations contenues dans les rapports et en organisant des entretiens téléphoniques avec les bénéficiaires sur le terrain.
- De la période de semence qui rendait certaines cibles indisponibles du fait de leur occupation dans les travaux champêtres.
- De la pandémie de Covid 19 qui a un impact non négligeable sur le déroulement de la mission de l'évaluation. En raison des mesures de restrictions édictées par le gouvernement, les focus groups ont été scindés en plusieurs et le nombre de discussions multipliées par deux pour pouvoir s'entretenir avec le maximum d'acteurs. Les gestes barrières et les mesures sanitaires ont été scrupuleusement respectés (distances minimales, port du masque, désinfection des mains et du matériel d'atelier).

En dépit de ces difficultés, les mesures ont été prises pour garantir la représentativité des bénéficiaires et la qualité des données recueillies. Les interviews en personne ont été remplacées par des entretiens téléphoniques permettant ainsi de recouper les informations contenues dans les rapports. Aussi, il est important de noter qu'avec les jeunes lors des focus groups recèlent d'un biais potentiel qui résulterait d'un éventuel manque de sincérité des bénéficiaires du projet. Ce manque de sincérité s'explique non seulement par leur affinité

avec les autorités administrative et locales mais aussi de non-maîtrise des questions relatives à l'intervention dans leur localité.

3.5 Cadre d'analyse de la performance du projet

L'analyse de la performance du projet est basée sur les critères d'évaluation visés par les termes de référence, ainsi que sur les thématiques transversales ciblées telles que le genre, les droits humains, inclusion/handicap.

La performance a été évaluée sur la base d'une échelle de notation allant de 1 à 6 correspondants à : 1 (Très Insatisfaisant) ; 2 (Insatisfaisant) ; 3 (Modérément Insatisfaisant) ; 4 (Modérément Satisfaisant) ; 5 (Satisfaisant) ; 6 (Très Satisfaisant). Le tableau ci-dessous précise les échelles d'appréciation des performances du projet avec notation.

Tableau 2 : Echelle de notation

NOTE	APPRECIATION	CATEGORIE
6	Très satisfaisant	Satisfaisant
5	Satisfaisant	
4	Modérément satisfaisant	
3	Modérément insatisfaisant	Insatisfaisant
2	Insatisfaisant	
1	Très insatisfaisant	

La performance est qualifiée de :

- *Très satisfaisante* si les résultats attendus ont été atteints comme – ou mieux – que prévu
- *Satisfaisante* si les aspects positifs sont plus importants que les aspects négatifs
- *Modérément satisfaisante* si les aspects positifs sont au moins aussi importants que les aspects négatifs
- *Modérément insatisfaisante* si les aspects négatifs sont légèrement plus importants que les aspects positifs
- *Insatisfaisante* si les aspects positifs sont faibles par rapport aux aspects négatifs, et
- *Très insatisfaisante* en cas de déficiences sérieuses caractérisées par très peu d'aspects positifs.

NB : L'appréciation de la performance présentée ci-dessus a été appliquée exclusivement aux critères de l'efficacité et de l'efficience correspondant à l'appréciation **Très insatisfaisant à Très satisfaisant**.

L'échelle de notation ci-dessus sont appliquées pour apprécier les critères spécifiques du PBF et les thèmes transversaux.

Pertinence : Pour ce critère, la notation correspond aux appréciations suivantes : **Pertinent (P)** à **Pas Pertinent (PP)**.

En considérant l'échelle de notation, si la note attribuée est comprise entre 4 à 6, l'appréciation donnée est **Pertinente (P)**. Si la note attribuée est comprise entre 1 -3, l'appréciation **Pas Pertinente (PP)**.

Durabilité : Ce critère est noté sur une échelle de Probabilité à **Moyennement improbable**.

En considérant l'échelle de notation retenue, l'appréciation de la durabilité se résume comme suit :

- Si, la note affectée est comprise entre 5-6, l'appréciation est **Probable (P)**, risques négligeables à la durabilité.
- Si la note affectée est comprise entre 3-4, l'appréciation est **Moyennement probable (MP)**, risques modérés ;
- Si la note affectée est comprise entre 1-2, l'appréciation est **Moyennement improbable (MI)**, risques importants

4. PRINCIPAUX RESULTATS ET CONCLUSIONS DE L'EVALUATION

La performance du projet est appréciée conformément aux critères de l'OCDE/CAD puis complétée par les critères spécifiques du PBF et thèmes transversaux spécifiés dans les termes de référence de la mission. L'évaluation a abouti aux constats et conclusions à travers les critères ci-dessous :

4.1 Pertinence

La pertinence est considérée comme l'adéquation des objectifs aux problèmes et défis de consolidation de la paix, besoins et priorités réels des groupes-cibles prévus et bénéficiaires auxquels le projet est censé s'adresser, ainsi qu'à l'environnement dans lequel il s'est mis en œuvre. Les questions clés à laquelle l'évaluation s'est adressée sont précisées ci-dessous :

Pertinence - Questions clés :

Le projet était-il approprié et stratégique par rapport aux principaux objectifs et défis de consolidation de la paix dans le pays au moment de la conception du projet PBF ?
La pertinence s'est-elle maintenue tout au long de la mise en œuvre ?

Le projet était-il pertinent par rapport aux besoins et priorités des groupes cibles/bénéficiaires ? Ont-ils été consultés lors de la conception et de la mise en œuvre du projet ?

Le projet était-il opportun pour traiter un facteur de conflit ou tirer parti d'une fenêtre d'opportunité spécifique ?

Le projet était pertinent, approprié et stratégique par rapport aux principaux objectifs et défis de consolidation de la paix en Centrafrique durant la phase de sa conception et est demeuré pertinent tout au long de la mise en œuvre.

La signature, en février 2019, de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation (APPR) entre le gouvernement et les 14 groupes armés officiellement reconnus a marqué un tournant dans le processus de paix en République Centrafricaine. Signé sous l'égide l'Union africaine et de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC), l'APPR était censé mettre un terme à six années d'un conflit violent débuté en 2013 avec l'émergence de la coalition Seleka et la chute de l'ex-président François Bozizé⁴.

Le projet *Vers une mise en œuvre inclusive de l'accord de Paix en RCA* est en parfaite adéquation avec le préambule, les principes et les recommandations de l'accord de paix qui souligne l'importance d'inclure toutes les couches de la société dans le processus de paix. Le projet était d'autant plus pertinent que durant la phase de négociations de l'accord, les organisations de la société civile, en particulier les femmes et les jeunes, ont été peu consultés et impliqués dans le processus.

Aussi, l'approche sexospécifique développée par le projet est parfaitement alignée sur la composante « Promotion de l'égalité des sexes » du Plan national pour le relèvement et la consolidation de la paix (RCPCA) 2017-2023 ainsi que sur le pilier 2 du RCPCA, « *Renouveler le contrat social entre l'État et la population* ». Le RCPCA, élaboré par le Gouvernement avec le soutien de la Banque mondiale, de l'Union européenne et des Nations Unies, est le cadre dans lequel tous les partenaires interviennent pour assurer la stabilité et le relèvement du pays.

Par ailleurs, le projet contribue à la réalisation du résultat 3.1 (« Consolidation de la Paix, de la Sécurité et de la cohésion sociale ») du plan cadre d'assistance et de coopération des Nations Unies, l'UNDAF+2018-2021 à travers la formation des jeunes sur les thématiques telles que : l'état de droit, le leadership, l'analyse, la prévention et la gestion pacifique des conflits. Sur un plan plus global, le projet et ses interventions sont alignées sur les Objectifs du Développement Durable, notamment les ODD 5 et 16. L'ODD 5 met l'accent sur l'*égalité des genres et autonomisation des femmes* et ODD 16 relatif à la *justice, à la paix et les institutions fortes*. Avec l'accent sur le partenariat les Nations Unies et les autres Partenaires Techniques et Financiers (PTF) sous le leadership du Gouvernement centrafricain.

⁴ Il faut souligner qu'en décembre 2020, la Coalition des patriotes pour le changement (CPC) a été créé par des groupes armés signataires de l'APPR avec pour objectif d'interrompre le processus électoral et destituer le président en exercice. Leur offensive a été arrêtée aux portes de Bangui et l'armée nationale, soutenue par de forces de sécurité bilatérale, a lancé de vastes offensives pour les repousser dans tous les villes où étaient stationnés ces groupes armés.

Les groupes cibles ont été consultés lors de la conception et de la mise en œuvre du projet mais le projet n'a pas pris en compte l'entièreté des besoins des groupes cibles/bénéficiaires

Les résultats de l'étude de base du projet⁵ ont montré qu'il y'a de nombreux obstacles à la participation effective des jeunes dans les processus de paix. On peut citer les barrières politico-culturelles (43,03%), les ressources et finances (16,67%) et l'alphabétisation et le niveau d'éducation (13,03%). Pour les jeunes filles, ce sont beaucoup plus des barrières socio-culturelles (64,13%) suivi des violences et conflits (6,99%). Ce projet est donc venu à point nommé pour soutenir la participation des jeunes au processus de paix et de prise de décision.

Le projet a pris en compte les besoins des groupes cibles, notamment les jeunes, qui ont participé à l'enquête relative à la participation de la jeunesse aux processus de paix en République Centrafricaine. Les capacités des jeunes des différentes villes cibles du projet (**Bangui, Bossangoa et Bambari**) ont été renforcées sur diverses thématiques liées à la consolidation de la paix, la gestion de conflits, la résolution 2250 des Nations-Unies. Les jeunes ont appris à se connaître et à partager leurs points de vue souvent divergents sur le contenu de l'APPR mais de manière constructive et non conflictuelle. Plusieurs sensibilisations ont été faites dans le cadre de la prévention et de la lutte contre la radicalisation auprès d'une partie des bénéficiaires du projet.

Les discussions de groupe menées dans le cadre de l'évaluation confirment que les groupes cibles ont été consultés pendant la phase de conception et de mise en œuvre du projet, à travers l'étude de base relative à la recherche sur la participation des jeunes au processus de paix en RCA.

Cependant, les jeunes bénéficiaires ont exprimé des besoins supplémentaires, en particulier un accompagnement en activités génératrices de revenus. La majorité des jeunes bénéficiaires rencontrés estiment que le projet aurait pu gagner davantage en efficacité s'il avait prévu un accompagnement des bénéficiaires avec les activités génératrices de revenus (AGR) telles que : petit élevage, le maraîchage et la saponification. Ces activités leur aurait assuré des revenus réguliers et donc, par le biais de cotisations régulières, de soutenir la pérennité de leurs organisations et la prise en charge des actions d'information, de sensibilisation et d'éducation de la communauté sur les thématiques liées à la consolidation de la paix. Les bénéficiaires du projet ont donc plaidé pour une deuxième phase du projet axée sur la formation professionnelle et le relèvement économique qui pourraient leur permettre de devenir plus autonomes et plus respectés dans les communautés.

Le projet était pertinent pour traiter le facteur de conflit lié à l'exclusion des jeunes et des femmes dans les processus de paix et a tiré parti d'une fenêtre d'opportunité spécifique avec la signature de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation (APPR).

⁵ Rapport de l'étude de base du projet, Lewis N. KISUKU et Donatien KOLOUNZA

Le projet a été initié et ses activités conduites dans le contexte de la mise en œuvre de l'APPR. La signature de cet accord et les principes énoncés dans son préambule ont constitué une excellente opportunité de travailler à une inclusion des jeunes et des femmes dans son application, bien que ces deux catégories de population aient été peu impliquées dans le processus ayant conduit à sa signature.

L'exclusion des jeunes et des femmes dans le processus de l'APPR représentait une source de recrudescence de conflit car les jeunes hommes continuent d'être décrits comme des auteurs de violence et les femmes comme des victimes, ce qui limite leur engagement significatif dans les processus de paix. Ce sont les jeunes qui devraient offrir la possibilité de s'attaquer aux causes profondes des problèmes liés aux multiples crises qu'a connu le pays.

L'évaluation considère qu'une fenêtre d'opportunité spécifique est une brève période de temps pendant laquelle il est particulièrement avantageux de faire quelque chose. Le projet est arrivé à point nommé pour apporter une réponse au problème de l'exclusion des jeunes et des femmes dans le processus de la consolidation de la paix en RCA.

Le choix de la période où l'APPR était en phase de son opérationnalisation. Dix (10) mois après la signature de l'Accord), il était opportun de faire quelque chose pour garantir la participation effective des femmes et des jeunes dans les processus de la paix.

4.2 Efficacité

La performance de l'efficacité de la mise en œuvre du projet **Vers une mise en œuvre inclusive de l'Accord de paix en République Centrafricaine** doit être mesurée à l'aune des réponses aux questions d'évaluation dont les principales consistent à dire si l'intervention a atteint ses objectifs, ou si elle est susceptible de le faire au vu des produits. L'analyse de l'efficacité s'est organisée autour des questions clés ci-dessous :

Questions clés-Efficacité

Dans quelle mesure l'approche de mise en œuvre du projet a-t-elle été efficace et réussie, y compris la passation des marchés, le nombre de partenaires de mise en œuvre et d'autres activités ?

Y a-t-il eu des retards dans la mise en œuvre du projet ? Ces retards ont-ils créé des occasions manquées d'aborder les opportunités de consolidation de la paix urgentes ?

Dans quelle mesure l'équipe du projet a-t-elle communiqué avec les partenaires de mise en œuvre, les parties prenantes et les bénéficiaires du projet sur ses progrès ?

Dans l'ensemble, le projet PBF a-t-il été rentable ? Les ressources ont-elles été utilisées efficacement ?

Dans quelle mesure l'approche du projet était-elle nouvelle ou innovante ? Des leçons peuvent-elles être tirées pour éclairer des approches similaires ailleurs ?

Le projet a été globalement efficace dans l'atteinte de ses objectifs et des résultats escomptés.

Il a démontré un taux d'exécution des résultats appréciable de 75,83%. D'après l'examen du document du projet et les entrevues avec les acteurs, l'approche de mise en œuvre du projet a été construite sur la base de l'expérience collective des partenaires d'exécution (ONG URU et CNJCA) en matière de réalisation de projets similaires et d'aide aux jeunes en RCA. L'évaluation considère que ce choix a été stratégique et efficace pour la réussite du projet en ce sens que les partenaires de mise en œuvre identifiés ont eu dans le passé à travailler avec les jeunes femmes et hommes sur des thématiques similaires.

Des retards ont été observés dans la mise en œuvre des activités du projet. L'apparition de la pandémie de Covid-19 en mars 2020a entraîné des retards dans l'exécution des activités notamment la réalisation de l'étude de base. D'après les résultats des entretiens avec partenaires de mise en œuvre du projet, les fonds mis à leur disposition ont été décaissés avec retard, ce qui n'a pas permis de réaliser les activités programmées dans le délai requis. Aussi, le déclenchement de la crise électorale de décembre 2020 par la Coalition des Patriotes pour le Changement (CPC) a ralenti la mise en œuvre du projet dans les localités du projet.

Le projet a subi un réajustement financier, les montants prévus préalablement pour les voyages et qui n'ont pas été exécutés du fait de Covid 19 ont été réallouées à d'autres activités. Il en a été de même pour les participants des provinces (Bambari, Bossangoa) qui devaient se rendre à Bangui pour les ateliers. Et, d'autre part, la situation sécuritaire très volatile dans le pays entre décembre 2020 et Mars 2021 qui a impacté négativement sur la programmation des activités, surtout dans les préfectures de la Ouaka (Bambari) et de l'Ouham (Bossangoa). En effet, ces retards susmentionnés ont impacté négativement sur la programmation des activités ayant entraîné une extension de délai de 4 mois. Nonobstant ces retards, le projet a réussi à réaliser 90% des activités, grâce à une période d'extension accordée par le bailleur PBF, ce qui démontre une flexibilité dans la mise en œuvre du projet.

Bien que les progrès du projet aient été documentés, les interviews avec les bénéficiaires semble indiquer que ceux-ci n'ont pas été suffisamment communiqués aux partenaires de mise en œuvre, aux parties prenantes et aux bénéficiaires du projet.

La majorité des bénéficiaires rencontrés dit ne pas être informée de l'état de la mise en œuvre du projet. Les rapports d'avancement n'ont pas été mis à disposition de la mission cela confirme les résultats de interviews avec les bénéficiaires. Par ailleurs, la mission constate que les rapports produits par les ONG partenaires de mise en œuvre présentent des limites en termes de qualité, ce qui rend parfois inexploitable lesdits rapports.

Des leçons ont été tirées en termes d'approches en vue d'éclairer les interventions futures de PBF. En effet, la stratégie de mise en œuvre du projet conçue sur la base de l'expérience collective des partenaires d'exécution (ACCORD, URU, CNJCA) en matière de réalisation de projets similaires et d'aide aux jeunes en RCA a été une clé de succès du projet. Aussi, le choix de travailler directement avec les organisations dirigées par des jeunes a été une meilleure approche afin de garantir l'implication et la contribution des femmes et des jeunes dans les processus de paix en RCA.

Etat d'achèvement des Produits à la clôture

Le niveau d'achèvement des produits à la clôture du projet, assorti des commentaires et observations de l'évaluation est présenté dans le tableau ci-après.

Tableau 4 : Niveau de progression des indicateurs et d'achèvement des produits à la clôture du projet

N°	Indicateurs	Baseline en 2019	Valeur cible en 2021	Résultats atteints	Niveau d'exécution	Commentaires
Produit 1.1 : Recherche participative sur la manière dont les jeunes gèrent les conflits et s'impliquent pour la paix						
	Output Indicator 1.1.1 : % de jeunes formés aux méthodes de recherche participative (ventilés par âge, sexe et lieu)	59,75% des jeunes, dont 60% des femmes et 40 % des hommes avec 25% en milieu rural, et 75% milieu urbain	70% des jeunes, dont 70 % des femmes et 60 % des hommes avec 30 % en milieu rural, et 80 % milieu urbain.	60% jeunes (35% femmes et 65% hommes) ont été formés sur les méthodes de recherche participative lors de l'étude de base (baseline study) et de l'étude participative (youth survey) et ont participé à ces études comme agents de collecte ou de saisie.	85%	Le résultat obtenu est au-delà de la cible attendue. Les jeunes enquêtés dans les 3 localités pendant la mission de l'évaluation se disent satisfaits de leur implication dans l'étude base. Sources : Cadre de résultats et Rapport annuel 2021 du projet
	Output Indicator 1.1.2 : Nombre d'ateliers communs d'analyse menés en collaboration avec des jeunes, des centres de recherche / universités, etc...	0	6 dont 2 par localités (Bangui, Bossangoa et Bambari).	0	0%	Cible non atteinte/ Aucune activité menée
	Output Indicator 1.1.3 Nombre de notes d'orientation et un rapport sur l'état de la jeunesse sont produits.	0	4 notes d'orientation et rapports dont 1 par semestre	2	50%	2 notes d'orientation ont été élaborées. La mission juge moyennement satisfaisante la réalisation de cette activité.
Taux d'achèvement du produit 1.1.					45%	
Produit 1.2 : Un discours du changement est cultivé par la promotion d'initiatives percutantes dirigées par des jeunes						

Output 1.2.1	Indicateur Nombre d'évaluation sur l'impact des initiatives dirigées par des jeunes	0	1 rapport sur l'impact des initiatives produits	0	0%	Aucun rapport produit
Output 1.2.2	Indicateur Nombre d'histoires de succès des initiatives des jeunes documentées.	0	4 rapports sur l'impact des initiatives des jeunes dont 1 par semestre	0	0%	Indicateur non conforme avec le rapport annuel ACCORD
Output 1.2.3	Indicateur Nombre de campagnes de sensibilisation et de plaidoyer organisées en faveur des communautés aux contributions positives des jeunes	0	10	10	100%	Indicateur non conforme avec le rapport annuel ACCORD
Output 1.2.4	Indicateur Nombre d'événements relatif à l'engagement des jeunes (par exemple, dialogues intergénérationnels pour la paix, etc.	0	6	6	100%	Situation de référence ? Cible ? Non conforme avec le rapport annuel ACCORD
Taux d'achèvement du produit 1.2:					50%	
Taux d'achèvement du Résultat 1=Produit 1.1+1.2					47,50%	
<i>Produit 2.1 Les obstacles systémiques à la participation des jeunes sont abordés, en mettant l'accent sur le double fardeau des jeunes femmes.</i>						
Output 2.1.1	Indicateur % des bénéficiaires du projet qui déclarent une meilleure compréhension des obstacles sexo-spécifiques à la participation des jeunes aux processus de paix (ventilés par âge et par sexe)	66,93%	75%	72%	96%	<i>Cible atteinte partiellement. Mais le résultat est satisfaisant</i>

Output Indicator 2.1.2 Nombre de dialogues intergénérationnels organisés (ventilés par emplacement)	0	3	3	100%	<i>Cible atteinte à 100%/Activité réalisée dans la totalité</i>
Output Indicator 2.1.3 % de jeunes / membres de la communauté qui signalent un niveau amélioré de confiance avec les institutions et les processus (ventilé par âge, sexe et lieu).	15,53%	25%	20%	80%	Les résultats de l'enquête qualitative auprès des jeunes bénéficiaires montrent que 80% sont unanimes d'une amélioration de niveau de confiance avec les institutions et les processus
Output Indicator 2.1.4 % de membres de la communauté qui signalent un changement d'attitude par rapport au rôle des jeunes dans les processus de paix	14%	25%	25%	100%	<i>Cible atteinte à 100%/Activité réalisée dans la totalité</i>
Taux d'achèvement du Produit 2.1				94,00%	
Produit 2.2 Une assistance technique et un renforcement des capacités sont fournis aux ministères chargés des questions relatives à la jeunesse et à la paix.					
Output Indicator 2.2.1 Nombre de ministères et d'institutions gouvernementales formés à l'intégration des questions de jeunesse et de genre	10	15	15	100%	Cible atteinte/Source rapport final ACCORD
Output Indicator 2.2.2 Nombre de points focaux des jeunes qui ont participé à des programmes de renforcement des capacités (ventilés par âge et sexe)	0	120 dont 40 femmes	414 jeunes formés, dont 191 femmes (46%) et 224 hommes (54%)	345%	L'atteinte de cette cible est au-delà cible prévue dû à l'engouement des jeunes pour leur renforcement des capacités

Output Indicator 2.2.3 Nombre d'experts de la jeunesse détachés au Ministère de la jeunesse et des sports et au Ministère en charge de la promotion de la femme (ventilés par âge et par sexe)	0	6	11 experts jeunes (6 femmes et 5 hommes) ont été déployés dans quatre ministères-clés (Jeunesse, Plan, Action Humanitaire et Promotion de la Femme) pendant une durée de six mois (Février - Août 2021).	183%	Cible atteinte avec un dépassement cela est dû à la bonne stratégie et au lobbying de l'ONG ACCORD,
Taux d'achèvement du Produit 2.2				100%	
Produit 2.3 Elaboration d'un cadre opérationnel sur la participation significative des jeunes aux processus de paix					
Output Indicator 2.3.1 Un cadre opérationnel de genre pour les jeunes sur l'inclusion des jeunes dans les processus de paix est développé et stipule une représentation minimale des femmes de 30% dans ses orientations	0	Un cadre opérationnel mise en place avec une représentation minimale des femmes de 30% dans ses orientations.	1	100%	Cible atteinte/Rapport final ACCORD
Output Indicator 2.3.2 Le cadre pour les jeunes sexo-spécifiques est validé à la condition que le genre soit intégré dans ses orientations.	0	01 cadre les jeunes sexo-spécifiques validé	0	0%	Cible d'indicateur non atteinte du fait de la non réalisation de l'activité
Taux d'achèvement du produit 2.3				50%	
Taux d'achèvement du Résultat 2: Produit 1+2+3				81%	
Produit 3.1 : Les capacités des organisations dirigées par des jeunes pour s'engager dans des processus de paix formels et informels sont renforcées					

Output Indicator 3.1.1 Nombre ou % de jeunes qui déclarent avoir une capacité accrue à s'engager dans des processus de paix formels et informels à la suite des activités du projet (ventilés par âge, sexe et lieu)	35%	45%	42%	93%	Cible partiellement atteinte/Activité réalisée dans la totalité
Output Indicator 3.1.2 Nombre d'évaluations des besoins en capacités réalisées	0	1 rapport d'évaluation	1	100%	Cible atteinte/Activité réalisée dans la totalité
Output Indicator 3.1.3 Nombre d'ateliers / formations de renforcement des capacités organisés	0	6	12 dont 4 à Bangui, 4 Bossangoa et 4 Bambari	200%	Cible atteinte avec un dépassement cela s'explique par les besoins exprimés par les organisations des jeunes
Taux d'achèvement du Produit 3.1				98%	
Produit 3.2 : Des réseaux et des plates-formes de jeunes sont créés / renforcés pour créer une communauté de praticiens					
Output Indicator 3.2.1 Nombre de forums de jeunes organisés (ventilés par zone géographique)	0	6 dont 2 par zone du projet	6	100%	Cible atteinte/Activité réalisée dans la totalité
Output Indicator 3.2.2 Nombre de réseaux de jeunes soutenus par le projet	0	6 dont 2 par zone du projet	6	100%	Cible atteinte/Activité réalisée dans la totalité
Output Indicator 3.2.3 Nombre de programmes de mentorat par les pairs / de stages créés à la suite du projet	0	6 dont 2 par zone du projet.	19 stagiaires dont 10 femmes et 9 hommes ont été accueillis dans diverses structures dans le cadre du programme de mentorat pendant 3 mois.	316%	Les stagiaires ont été accueillis dans sept (7) organisations de la société civile, Centre universitaire et ONG (CIDEL, OCA-JUSTE, AFJC, CNJCA, AVED, AWLN et WALT)
Taux d'achèvement du sous-produit 3.2				100,00%	
Taux d'achèvement du Résultat 3: Produit 3.1+3.2				99,00%	
Taux d'achèvement global des résultats escomptés du projet				75,83%	

S'il fallait se baser sur une approche quantitative pour évaluer l'efficacité du projet à partir d'une comparaison entre les prévisions et les réalisations des produits escomptés, on aboutirait à un taux moyen d'achèvement des produits de 76%, ce qui correspond à une performance moyennement satisfaisante en termes d'efficacité. Toutefois, cette méthode d'appréciation des résultats présente une limite du fait la faible articulation entre les produits et les indicateurs. En effet, la plupart des indicateurs exigent une enquête pour les renseigner, le mandat de l'évaluateur étant très court ce qui est difficile de mener une enquête quantitative qui nécessite un temps plus long.

L'examen critique du cadre de résultats a démontré plusieurs incohérences entre certains produits et leurs indicateurs, ainsi qu'une faible articulation des produits et de leurs indicateurs respectifs avec les résultats à l'atteinte desquels ils devraient contribuer ou servir de mesure. Dans ces conditions, il est apparu plus opportun que l'appréciation de l'efficacité du projet soit davantage orientée vers une analyse qualitative qui s'appuie sur la nature et la qualité des résultats obtenus. Celle-ci a été construite autour des témoignages recueillis auprès des parties prenantes (jeunes, autorités administratives et locales etc.) qui sont confortées par quelques données probantes sur le niveau de progression des indicateurs et leur contribution à l'achèvement des produits tel qu'il est présenté dans le tableau 6 ci-dessus.

Globalement, l'évaluation conclut que le projet a mieux performé dans la réalisation de **produit 3.1** : « Les capacités des organisations dirigées par des jeunes pour s'engager dans des processus de paix formels et informels sont renforcées » et **produit 3.2** : « Des réseaux et des plates-formes de jeunes sont créés / renforcés pour créer une communauté de praticiens » et beaucoup moins pour toutes les autres. En effet, toutes les activités prévues dans le cadre de ces deux produits ont été réalisées à 100%, ce qui veut dire que toutes les cibles des indicateurs ont été atteintes.

L'évaluation note de sérieuses difficultés à appréhender la portée des changements transformationnels attribuables au projet sur la base des indicateurs de résultats définis dans le PRODOC.

Le projet Vers une mise en œuvre inclusive de l'Accord de Paix en RCA a pour objectif de contribuer à la mise en place des mécanismes pour la participation et l'inclusion des jeunes dans les processus décisionnels et de consolidation de la paix en RCA. A cet effet, le PRODOC a prévu que cet objectif global serait soutenu par trois résultats spécifiques mesurables par des indicateurs prévus. Le tableau 6 ci-dessous permet d'examiner et de se prononcer sur la contribution de ces résultats à l'atteinte de l'objectif global du projet.

Tableau 5 : Evaluation du niveau d'atteinte des objectifs du projet

Résultats	Indicateurs	Niveau de référence	Cible	Niveau de progression	Commentaires
-----------	-------------	---------------------	-------	-----------------------	--------------

à la clôture du projet					
<p>Résultat 1 : Une compréhension nuancée et sexospécifique des trajectoires de conflit, des défis, des opportunités et des tendances entourant l'inclusion des jeunes dans les processus de paix</p>	<p>Outcome Indicateur 1 Nombre d'institutions gouvernementales disposent d'une meilleure compréhension des défis et des opportunités liés à l'inclusion des jeunes dans les processus de paix, grâce à la recherche</p>	28	35	30	<p>85,71% des institutions gouvernementales ont été touchées et comprennent des défis et des opportunités liés à l'inclusion des jeunes dans les processus de paix, grâce à la recherche. Cet indicateur ne donne pas une meilleure appréciation. Le bon indicateur serait <i>le pourcentage des agents des institutions ciblées ayant une meilleure compréhension des défis et des opportunités liés à l'inclusion des jeunes dans les processus de paix, grâce à la recherche (Enquête pourrait être menée pour renseigner cet indicateur)</i></p>
	<p>Outcome Indicateur 2 a : % des jeunes ayant participé au processus de prise de décision politique</p>	65,41% des jeunes dont 64,12% des hommes 35,88% des femmes	75 % des jeunes dont 65 % des hommes et 30% des femmes	Non Disponible	En l'absence d'une enquête auprès des jeunes de 3 localités cibles du projet, il est difficile de mesurer le niveau de progression de l'indicateur
	<p>Outcome Indicateur 2 b Nombre d'institutions des mécanismes formels et informels pour la participation des jeunes au processus de prise de décision</p>	ND	ND	Non Disponible	En l'absence de données de référence, de cible et d'une enquête réalisée en fin de projet, il n'est pas possible de mesurer le niveau de progression de cet indicateur
	<p>Outcome Indicateur 2 c : % de jeunes qui signalent une augmentation de leur participation</p>	19,22% des jeunes ont déjà participé à un processus	25%	Non Disponible	En l'absence d'une enquête auprès des jeunes de 3 localités cibles du projet, il est difficile de mesurer le niveau de progression de l'indicateur

	aux processus décisionnels à la suite des activités du projet (ventilés par âge, sexe et lieu)	décisionnel			
Résultat 3 : Créer un réseau de jeunes formés lier aux ressources de réseautage et de coaching, pendant et après le projet	Outcome Indicateur 3 a % de jeunes formés qui déclarent avoir amélioré leurs compétences en consolidation de la paix grâce à la formation dispensée dans le cadre du projet (ventilé par âge et sexe)	33 % des jeunes dont 25,76% des femmes et 74,24% homme	43 % des jeunes dont 35% des femmes et 84% des hommes	Non Disponible	Indicateur nécessitant une enquête auprès des jeunes de 3 localités cibles du projet
	Outcome Indicateur 3 b % de jeunes qui estiment que l'accès au renforcement des capacités, aux plateformes et aux réseaux leur a permis d'articuler collectivement leurs besoins et leurs priorités dans le processus de mise en œuvre	35 % de jeunes dont 65 % des hommes et 35 % des femmes	45% des jeunes dont 65 % des hommes et 35 % des femmes	Non Disponible	Indicateur nécessitant une enquête auprès des jeunes de 3 localités cibles du projet
	Outcome Indicateur 3 c % de jeunes qui font du réseautage à travers les subdivisions géographiques et autres (ventilés par âge et sexe)	9% des personnes de l'enquête déclarent appartenir à un réseau dont 27% des hommes et 73% des femmes	20 % (Hommes/Femmes)	Non Disponible	Indicateur nécessitant une enquête auprès des jeunes de 3 localités cibles du projet

4.3 Efficience

Questions clés-Efficience

Dans quelle mesure le projet PBF a-t-il substantiellement intégré le genre et soutenu la consolidation de la paix sensible au genre ?

Le projet a-t-il pris en compte les différents défis, opportunités, contraintes et capacités des femmes, des hommes, des filles et des garçons dans sa conception et sa mise en œuvre ?

Les engagements pris dans la proposition de projet pour une consolidation de la paix sensible au genre, en particulier en ce qui concerne le budget, ont-ils été réalisés tout au long de la mise en œuvre ?

Le projet PBF a intégré de manière substantielle le genre et a soutenu une consolidation de la paix sensible au genre depuis la conception du projet jusqu'à sa mise en œuvre du projet.

Le projet financé par le PBF a pris en compte de manière substantielle la dimension genre en ce sens que le marqueur 2 a été ciblé, avec un budget de 30% pour l'égalité entre les sexes et le renforcement des capacités des femmes.

Les différentes activités de formation des formateurs sur l'intégration des questions de la jeunesse et du genre dans les processus des paix réalisées dans le cadre du résultat 2 du projet ont permis de former 50 participants dont 35 hommes, soit 70% et 15 femmes, soit 30%. La parité dans la participation des jeunes des deux sexes des Conseils Communaux de la Jeunesse à la formation ayant permis de mettre l'accent sur l'approche genre, le respect du genre dans le choix des jeunes dans toutes les activités du projet, l'absence de discrimination entre sexes sont autant de facteurs qui ont contribué à la valorisation de l'approche genre.

Cependant, l'évaluation note un faible niveau d'éducation des femmes ce qui constitue un facteur bloquant dans la distribution des responsabilités au sein de leur organisation. 85% d'enquêtés confirment que les femmes occupent des postes moins importants que les hommes.

L'évaluation a par ailleurs relevé que la part du budget dédiées à l'égalité des sexes ou à l'autonomisation des femmes dans le document de projet (255,841.01 USD) a été respecté, avec un taux de dépenses réelles de 254,097.87 USD soit 31,71% du budget initial.

Les différents défis, opportunités, contraintes et capacités des femmes, des hommes, des filles et des garçons ont été pris dans la phase de conception et de mise en œuvre du

projet dans la mesure où le projet a identifié l'exclusion des jeunes et des femmes dans les processus de la construction de la paix comme un défi majeur.

Selon l'évaluation, le projet vers une mise en œuvre inclusive de l'Accord de paix en RCA financé par le PBF a atteint ses objectifs par rapport aux ressources financières, humaines et administratives utilisées dans sa mise en œuvre. L'analyse du budget du projet faite ci-dessous permet de ressortir les efforts en termes de mobilisation des ressources et la répartition du budget entre les activités et le coût de gestion du projet.

D'après l'examen de l'annexe D-PBF Project Budget mis à la disposition de l'évaluation, les ressources mobilisées ont été réparties entre les activités et le coût de la gestion du projet. En effet, sur un budget total de **801,408.88 \$ USD**, **748,980.26, \$ USD** a été affecté aux activités du projet, soit **93%** et **52,428.62 \$ USD** a été alloué pour la gestion de projet, soit **7%**.

Conformément aux directives du PBF, le projet approuvé dans le cadre de l'Initiative de promotion de l'égalité des genres (GPI) doit consacrer **40%** de leurs ressources aux partenaires nationaux de mise en œuvre. La mission n'a pas pu obtenir des informations relatives aux ressources affectées aux partenaires nationaux URU et CNJCA afin d'apprécier le respect des directives.

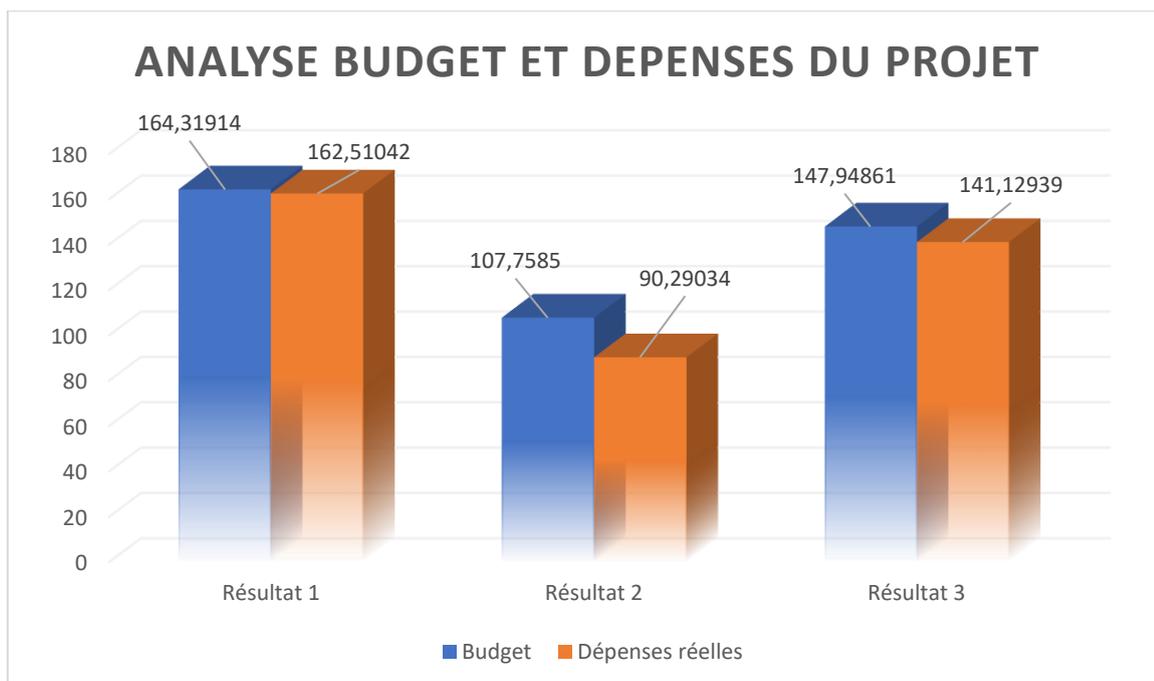
L'analyse des rapports annuels du projet, financiers et des entretiens avec l'équipe de gestion a permis de tirer la conclusion selon laquelle la gestion des dépenses par résultats a été efficiente, avec peu d'écart entre les budgets approuvés et les dépenses réelles⁶.

Tableau 6 : Exécution du budget par résultat

Résultats	Budget	Dépenses réelles	Ecart
Résultat 1	164,31914	162,51042	1,80872
Résultat 2	107,7585	90,29034	17,46816
Résultat 3	147,94861	141,12939	6,81922
Total	420,02625	393,93015	26,0961

Source : Aannex D-PBF Project Budget

⁶ Annexe D -PBF Project Budget, 12/11/2021



D'après le graphique, les résultats 1, 2 et 3 ont été gérés dans les budgets alloués avec des reliquats d'un montant de **26,09.61 \$ USD**. Les frais en coût de personnel et d'opération, les activités de suivi et cette évaluation d'une valeur de **328,954.27 \$ USD**. De plus, il y a les coûts indirects de soutien qui sont de **52,428.62 \$ USD**, soit **7%** du budget du projet à prendre en compte dans le total général.

Globalement, la gestion des ressources financière a été efficace dans la mesure où le taux d'exécution financière est de **88, 68%**. Le règlement des engagements en cours pourrait faire augmenter le taux d'exécution pour atteindre **95%**.

4.4 Durabilité et Appropriation

Questions clés-Durabilité

La conception de l'intervention comprenait-elle une durabilité appropriée et une stratégie de sortie (y compris la promotion de l'appropriation nationale/locale, l'utilisation des capacités nationales, etc.) pour soutenir des changements positifs dans la consolidation de la paix après la fin du projet ?

Quelle est la force de l'engagement du gouvernement et des autres parties prenantes à pérenniser les résultats de l'appui du PBF et la poursuite des initiatives, en particulier la participation des femmes aux processus de prise de décision, soutenus dans le cadre du projet PBF ?

Comment le projet a-t-il amélioré et contribué au développement des capacités nationales afin de garantir l'adéquation des efforts et des avantages ?

La conception du projet comprenait une stratégie de sortie/durabilité appropriée pour soutenir des changements positifs dans la consolidation de la paix après la fin du projet. Il s'agit de : (i) l'appropriation nationale ; (ii) l'implication du Conseil National de la Jeunesse ; (iii) le renforcement des capacités des jeunes.

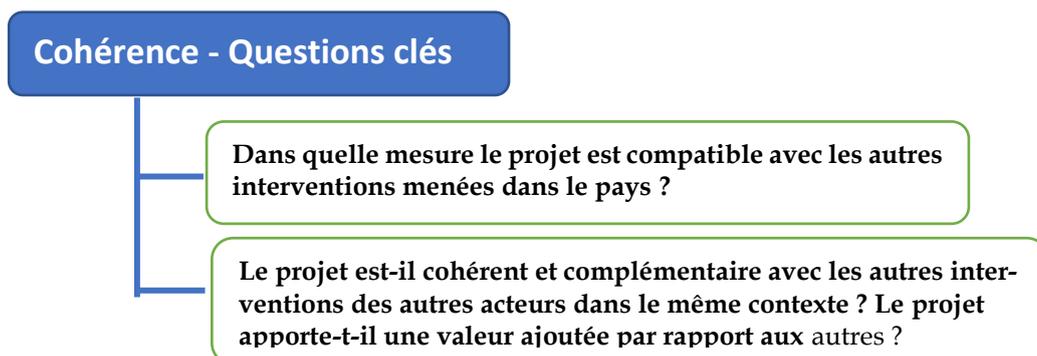
Le niveau de l'appropriation du projet s'est manifesté par l'implication des partenaires gouvernementaux, parlementaires, politiques, les associations de jeunes leaders, les associations de femmes leaders, les leaders religieux, les corps de défense et de sécurité dans les réunions consultatives relatives aux barrières auxquelles les jeunes filles et hommes rencontrent dans les trois zones d'intervention du projet, le soutien technique à la formation des formateurs sur l'intégration des questions de la jeunesse et du genre dans les processus des paix. Cet appui a permis aux 50 participants dont 35 hommes et 15 femmes d'acquérir les techniques pédagogiques de formation et à leur tour animer les sessions de formation dans leurs localités respectives, la campagne de plaidoyer et de sensibilisation sur la participation de la jeunesse au processus de paix, a permis aux autorités de s'approprier des messages de plaidoyer et de participation de la jeunesse au processus de paix, les femmes ont formulé des messages portant sur l'égalité des sexes dans les prises des décisions, l'appui à un cadre du dialogue intergénérationnel organisé sur la thématique « Comment faire taire les armes » sont autant de perspectives qui devraient assurer la durabilité de l'action du projet.

L'implication du CNJCA en tant que partenaire de mise en œuvre permet a été un excellent choix pour la pérennisation des acquis du projet. Cette institution des jeunes reconnue par le gouvernement est chargée de la promotion de la jeunesse et de la mobilisation sociale, connu dans la sphère des partenaires techniques financiers de la RCA et possédant d'expérience dans la conduite de projets jeunes et de plaidoyer constitue une assurance de durabilité des acquis. Le déploiement de 11) jeunes Experts/Stagiaires dont 6 femmes et 5 hommes, repartis dans les Ministères Publiques, le développement du mentorat/coaching c'est-à-dire le recrutement et le placement des jeunes dans les ONG, les projets, les structures de formation (19 jeunes dont 10 femmes et 9 hommes ont apporté un appui technique et/ou un coaching aux activités de chaque structure).

Concernant le renforcement des capacités, **la constitution d'un noyau de formateurs des formateurs** (150 jeunes identifiés lors des sessions de renforcement de capacités sur l'éducation au civisme, à la citoyenneté, la prévention, gestion et résolution des conflits, le leadership communautaire ont approfondi leurs connaissances sur lesdites thématiques) pour assurer le relais au niveau communautaire constitue un gage pour la pérennisation du projet. La formation de 415 points focaux des jeunes dont 46% de femmes et 54% d'hommes et

celle de 60 jeunes (35% femmes et 65% hommes) sur les méthodes de recherche participative lors de l'étude de base (baseline study) et de l'étude participative (youth survey) sont des preuves pour la viabilité du projet. Toutefois, la majorité des jeunes des Conseils Communaux de la Jeunesse rencontrés lors des discussions de groupe s'inquiètent pour la poursuite des activités de formation dans leurs localités, du fait de manque des matériels de formation et de fourniture de bureau.

4.5 Cohérence



Le projet est compatible avec les autres interventions menées dans le pays en termes de consolidation de la paix. Il est innovant en ce sens qu'il a mis l'accent sur la recherche afin de disposer les données quantitatives et qualitatives sur la jeunesse en RCA. Il est cohérent et complémentaire par rapport aux autres interventions des autres acteurs (MINUSCA, PNUD, UE et BM) dans le même contexte et apporte une valeur ajoutée par rapport aux autres.

Les entretiens avec les équipes dans la zone du projet couplés avec la revue documentaire ont permis de confirmer cette complémentarité. Plusieurs partenaires, notamment la MINUSCA, le PNUD, l'UE et la BM s'étaient déjà engagés sur la question de consolidation de la paix en RCA. Le projet est resté cohérent et complémentaire par rapport aux interventions menées par ces autres partenaires qui ont en priorité orienté leur appui sur le secteur de la réforme du secteur de la sécurité, le dialogue politique, la restauration de l'autorité de l'Etat, les réhabilitations de bâtiments publics et administratifs, les travaux à haute intensité de main d'œuvre.

Le projet quant à lui est venu compléter les efforts de la Division des Droits de l'Homme de la MINUSCA qui a organisé en juin 2019 des campagnes de sensibilisation autour de l'accord politique pour la paix et la réconciliation (campagnes portant sur la laïcité, la citoyenneté, la culture de la paix dans les 16 préfectures du pays et dans 8 arrondissements de Bangui ainsi que Bimbo et Bégoua). Le projet a aussi complété les efforts entrepris dans le cadre du projet « *Engaging youth and community leaders to prevent mass atrocities in CAR* » mis en œuvre par Search for Common Ground (SFCG, 2016-2017). En ce qui concerne le portefeuille du PBF -, le projet a succédé à « *Alternatives à la violence : Renforcement des efforts de consolidation de la paix menés par les jeunes* » mis en œuvre par War Child UK (2018- 2020) et est venu

compléter les activités mises en œuvre dans le cadre du projet « *Appui à la Médiation et au Dialogue pour une paix durable* » mis en œuvre par le PNUD, OIM et la MINUSCA (2017-2020) et intervenant dans la mise en œuvre de l'APPR.

4.6 Sensibilité aux conflits

La **sensibilité au conflit** est une **approche** visant à comprendre les conséquences des interventions humanitaires et des actions de développement sur la paix et le conflit. Les questions clés liées à l'analyse dans le cadre de l'exercice sont présentées ci-dessous.

Questions clés-Sensibilité aux conflits

Une approche claire de sensibilité aux conflits avait été définie ?

Les capacités des associations dirigées par les jeunes étaient-elles adéquates pour assurer une approche permanente de la sensibilité aux conflits ?

L'analyse de conflit a été faite sur la base des rapports produits par d'autres partenaires tels que la MINUSCA, le PNUD et l'UE. Elle a fourni une analyse des acteurs clés et des principales parties prenantes ayant un impact ou étant sensibles aux principaux facteurs de tension visés par le projet. Cette analyse a pris en compte les questions d'égalité entre les sexes et les besoins spécifiques des jeunes. Une analyse des risques a été élaborée et incorporée dans le document de projet mais elle n'a pas été actualisée par l'équipe du projet. Les capacités des associations dirigées par les jeunes pourraient maintenant assurer une approche sensible aux conflits car leurs membres sont désormais outillés grâce aux formations reçues dans les diverses thématiques liées à l'analyse des conflits et à la consolidation de la paix. Le projet est arrivé à point nommé car il a permis de traiter des facteurs de conflit liés essentiellement à la non-appropriation du contenu de l'APPR et l'exclusion des jeunes et des femmes du processus de mise en œuvre et de suivi de l'Accord.

4.7 Aspects catalytiques

Questions clés-Catalytique

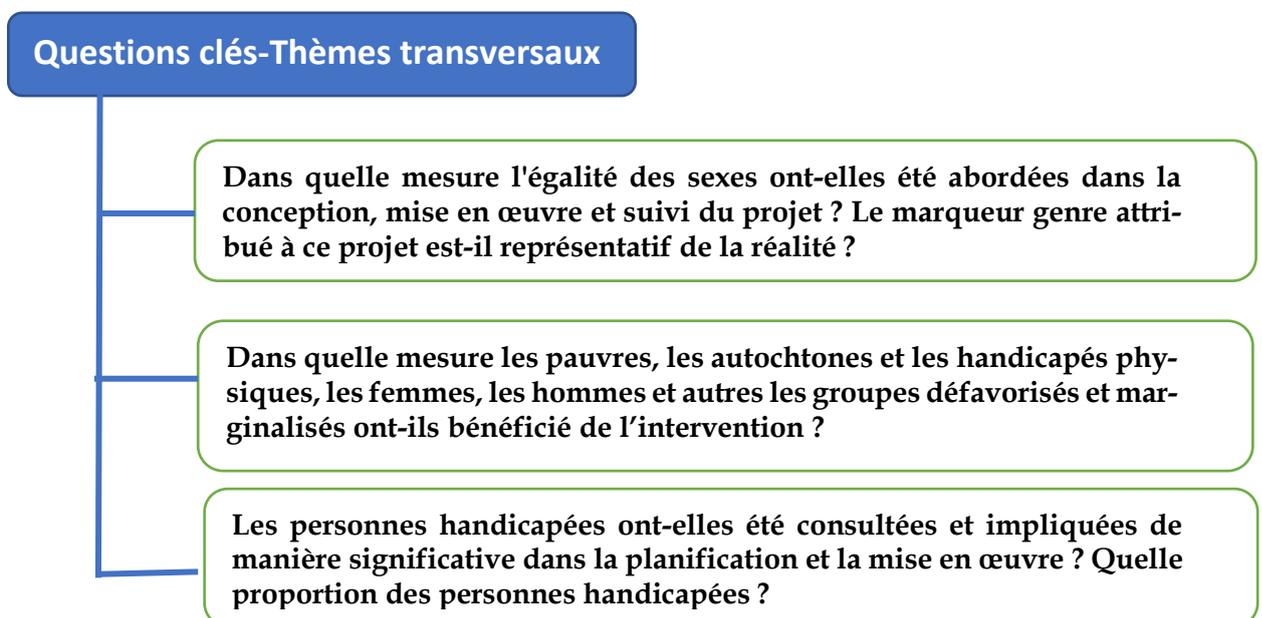
Le projet a-t-il été financièrement et/ou programmatiquement catalytique ?

Le financement du PBF a-t-il été utilisé pour intensifier d'autres travaux de consolidation de la paix et/ou a-t-il contribué à créer des plateformes plus larges pour la consolidation de la paix ?

L'exploitation du rapport annuel du projet et les entretiens avec l'équipe du projet, le projet n'a pas été financièrement catalytique car aucune ressource supplémentaire n'a pu être mobilisée directement ou indirectement auprès d'autres sources de financement et qui pourrait contribuer à assurer la pérennité et/ou durabilité du projet.

Au plan programmatique, les résultats obtenus par le projet ont permis de redynamiser le Conseil National de la Jeunesse (CNJCA) sur les diverses thématiques liées à la paix et à leur développement comportemental et de créer de nouveaux canaux de consultations formels et informels avec les décideurs. Dans les localités de Bossangoa et Bambari, la majorité des jeunes enquêtés se disent désormais capables de contribuer à la consolidation de la paix grâce aux actions de renforcement des capacités promues par le projet.

4.8 Dimensions transversales (Egalité des sexes, droits humains et handicap)



A titre de rappel, le Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la Paix (PBF) prend en compte la question du genre dans les projets selon des marqueurs allant de 0 à 3 depuis

2009 afin de promouvoir le rôle des femmes dans la consolidation de la paix selon les résolutions 1325, 1820, 1881, et 1889. En effet, le PBF ne finance pas les projets si le marqueur est de 0 (Voir l'échelle de notation des marqueurs)⁷.

La mission de l'évaluation a utilisé ces marqueurs pour évaluer si le projet a pris en compte les questions genre comme indiquées dans le Prodoc. **L'examen de la revue documentaire et les entretiens avec les informateurs clés ont confirmé que l'égalité des sexes a été prise en compte dans la conception, puisque le marqueur 2 a été ciblé avec un budget de 30% pour l'égalité entre les sexes et le renforcement des capacités des femmes.**

L'évaluation a pu constater que la question genre a été bien prise en compte dans la mise en œuvre du projet à travers les différentes activités. Dans le cadre du résultat 2, le projet a apporté un appui technique à la formation des formateurs sur l'intégration des questions de la jeunesse et du genre dans les processus des paix. Cet appui a permis aux 50 participants dont 35 hommes, soit 70% et 15 femmes, soit 30% d'acquérir les techniques pédagogiques de formation et à leur tour animer les sessions de formation dans leurs localités respectives. La parité dans la participation des jeunes des deux sexes des Conseils Communaux de la Jeunesse à la formation ayant permis de mettre l'accent sur l'approche genre, le respect du genre dans le choix des jeunes dans toutes les activités du projet, l'absence de discrimination entre sexes sont autant de facteurs qui ont contribué à la valorisation de l'approche genre. Néanmoins, l'évaluation a noté le faible niveau d'éducation des femmes constitue un facteur bloquant dans la distribution des responsabilités au sein de leur organisation. En effet, 85% d'enquêtés confirment que les femmes occupent des postes moins importants que les hommes.

D'après l'examen documentaire, l'évaluation a pu constater que dans le document du projet, la part du budget alloué aux activités dédiées à l'égalité des sexes ou à l'autonomisation des femmes était de 255,841.01 USD et finalement 254,097.87 USD ont été dépensés réellement soit 31,71% du budget. De tout ce qui précède, l'évaluation considère que le genre a été bien intégré et le marqueur genre 2 est une réalité.

L'analyse de la revue documentaire et les entretiens menés montrent que les indicateurs des produits sont ventilés par sexe mais n'indiquent pas si et comment les pauvres, les autochtones et les personnes vivant avec un handicap, et autres groupes marginalisés ont bénéficié du projet. D'après les résultats des entretiens avec les jeunes et les leaders communautaires, les personnes handicapées n'ont pas été consultées au moment de la planification du projet, mais plus tôt impliquées de manière non significative dans la mise en

⁷ **Score 3** pour les projets ayant pour objectif principal l'égalité de genre. (Minimum 80% du budget total est alloué à l'égalité entre les sexes et le renforcement des capacités des femmes).

• **Score 2** pour les projets dont l'égalité des sexes est un objectif important. (minimum 30% du budget qui va à l'égalité entre les sexes et le renforcement des capacités des femmes).

• **Score 1** pour les projets qui contribueront d'une manière ou d'une autre à l'égalité des sexes, mais pas de manière significative moins de 30% du budget total).

• **Score 0** pour les projets qui ne contribuent pas de manière notable au genre égalité.

œuvre du projet. En effet, l'analyse des rapports de mise en œuvre de URU et CNJCA indiquent que les handicapés ont été impliqués dans la mise en œuvre du projet en participant aux différentes formations, mais la proportion des handicapés reste très faible. Par exemple pour un effectif total de 40 participants à la formation des formateurs, on note 3 handicapés, soit 7,5%. L'évaluation note que les efforts restent à faire pour l'implication des handicapés dans la conception et la mise en œuvre du projet.

4.9 Innovation

Questions clé : Innovation

Dans quelle mesure l'approche du projet était-elle nouvelle ou novatrice ? Peut-on tirer des leçons pour éclairer des approches similaires ailleurs ?

Le projet est innovant dans la mesure où l'accent est mis sur la recherche, laquelle a permis de disposer des données quantitatives et qualitatives sur la jeunesse en RCA. En effet, l'implication des structures dirigées par jeunes femmes et hommes dans la recherche d'une paix durable a été une approche différente et une première par rapport aux autres acteurs.

L'évaluation considère que l'approche du projet est nouvelle et innovante car c'est une première qu'un projet comme celui-ci s'est intéressé à la question de l'inclusion des jeunes dans les instances de prise de décision et de consolidation de la paix. En facilitant l'immersion de jeunes leaders dans les arcanes de la haute administration, les départements ministériels, le parlement, les organisations nationales en charge d'appuyer la mise en œuvre de l'accord de paix (Conseil national de médiation) et dans des organisations de la société civile, le projet a permis de mettre en exergue leur valeur ajoutée en termes de prise en compte des besoins sexo-spécifiques des jeunes. Le déploiement de jeunes conseillers dans ces instances a donné des résultats probants en termes de réseautage et de partage de bonnes pratiques.

5. ENSEIGNEMENTS TIRES DE LA MISE EN ŒUVRE

5.1 Leçons apprises

- Première expérience du projet financé par le fonds de consolidation de la paix (PBF) et mise en œuvre par les organisations non gouvernementales (ONG) ;

- Le contexte sécuritaire qui prévalait dans le pays entre décembre 2020 et Mars 2021 a impacté négativement sur la programmation des activités, surtout dans les préfectures de la Ouaka (Bambari) et de l’Ouham (Bossangoa).

5.2 Bonnes pratiques

- Constitution d’un noyau de formateurs des formateurs (150 jeunes identifiés lors des sessions de renforcement de capacités sur l’éducation au civisme, à la citoyenneté, la prévention, gestion et résolution des conflits, le leadership communautaire en vue d’approfondir leurs connaissances sur lesdites thématiques pour assurer le relais au niveau communautaire. Ils disposent désormais des connaissances et compétences nécessaires pour sensibiliser la population sur la cohésion sociale et la consolidation de la paix.
- Le renforcement des capacités des plateformes et réseaux de jeunes existants et les structures des jeunes sont utilisées à ce jour comme centres de ressources et de pôles d’informations et d’espaces d’apprentissage mutuel permettant de cultiver une communauté de pratique pour permettre le transfert de connaissances.
- L’idée d’impliquer les autorités administratives et locales et les services déconcentrés de l’Etat dans les zones d’intervention du projet, laisse apparaître clairement l’appui du projet au Gouvernement centrafricain qui depuis plus de 3 décennies est à la recherche d’une paix durable.
- La flexibilité du projet à s’adapter au **contexte sécuritaire-politique et sanitaire** est de nature à encourager. La reprogrammation de certaines activités pour contourner les obstacles contextuels, la réaffectation du budget de certaines activités du fait de Covid 19 à d’autres, et l’accord de l’extension de la durée du projet par le PBF sont autant des éléments factuels qui démontrent la flexibilité du projet.
- L’implication des démembrés du CNJCA dans les villes cibles du projet a permis une meilleure compréhension du projet par les organisations de jeunes. Les activités du projet ont été préparées en accord avec les responsables locaux, avec l’appui du bureau central et de l’équipe du projet.

6. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

D’une manière générale, les performances du projet sont modérément satisfaisantes. La pertinence du projet s’est justifiée au regard du contexte national, sous régional et international, et il était aligné sur les priorités politiques et stratégiques globales du pays. Le projet était pertinent, approprié et stratégique par rapport aux principaux objectifs et défis de consolidation de la paix en Centrafrique, mais l’évaluation note que ses interventions n’ont

pas pris en compte les besoins en soutien socio-économique exprimé par les bénéficiaires au cours de la mise en œuvre.

D'un point de vue des résultats, les constats sont positifs et encourageants avec un taux d'exécution 76%. La mise en œuvre du projet a contribué significativement à la consolidation de la paix à travers la mise en place de mécanismes pour l'inclusion des jeunes dans les processus de prises de décisions, ainsi que de gestion et résolution de conflits, singulièrement la mise en œuvre de l'APPR. Un appui remarquable a été apporté aux comités locaux de paix de la jeunesse créés dans les zones du projet, et qui assurent le relais au niveau communautaire dans le domaine de sensibilisation de proximité.

Les principales forces du projet résident dans la pertinence de l'approche de mise en œuvre qui a été bâtie sur l'expérience collective des partenaires d'exécution (ONG URU et CNJCA) en matière de réalisation de projets similaires et d'aide aux jeunes en RCA.

Les données collectées permettent d'affirmer que la plupart des activités clefs ont été réalisées à l'exception de trois (3) activités à savoir (i) la diffusion du documentaire sur les contributions positives et percutantes des jeunes dans le processus de consolidation de la paix à Bambari et Bossangoa ; (ii) de la campagne de plaidoyer et de sensibilisation des jeunes et des autorités sur le processus et l'accord de paix ; et (iii) la validation du rapport de l'évaluation finale du projet qui sont en cours de réalisation. Il est à noter que plusieurs facteurs externes notamment, le **contexte sécuritaire-politique et sanitaire** ont impacté négativement les délais d'exécution. Face à cela, le projet et le bailleur de fonds ont démontré leur flexibilité en reprogrammant certaines activités pour contourner les obstacles contextuels en réaffectant le budget de certaines activités du fait de Covid 19 vers d'autres. L'évaluation estime que l'analyse des indicateurs de trois principaux résultats du projet requiert une enquête de perception.

Nonobstant les progrès enregistrés, quelques insuffisances peuvent être relevées principalement : (i) Absence d'une loi portant sur l'inclusion des jeunes dans les processus de prise de décisions ; (ii) Lenteur dans le décaissement des fonds au profit des partenaires de mise en œuvre ; (iii) Absence d'un accompagnement pour l'autonomisation des jeunes (AGR) ; (iv) Faible prise en compte des handicapés dans la conception et la mise en œuvre du projet ; (v) Absence d'actualisation des risques par l'équipe du projet ; (vi) Incohérence des indicateurs des résultats/produits-activités ; (vii) Faible communication sur les progrès du projet avec les partenaires de mise en œuvre, les parties prenantes et les bénéficiaires du projet ; (viii) faible représentativité des jeunes femmes dans les postes importants des structures dirigées par les jeunes ; (ix) Durée de formation limitée ; et (ix) Nombre limité des zones d'intervention du projet.

Au terme de la mission d'évaluation et s'appuyant sur les résultats du projet et les insuffisances observées, les principales recommandations suivantes sont formulées en lien avec les principaux constats relevés et ce pour la prise en compte dans les futures interventions similaires.

Les recommandations proposées sont d'ordre stratégiques et opérationnelles.

N°	Recommandations	Responsabilités
Recommandations stratégiques		
01	Revoir la formulation des indicateurs du projet pour les rendre plus SMART	ACCORD, CNJCA et URU
02	Intégrer le volet Activités Génératrices de Revenus pour accompagner les organisations des jeunes en vue de leur autonomisation économique à travers : <ul style="list-style-type: none"> - Les activités de production (élevage, petits commerces, agriculture et maraîchage), - La formation socio-professionnelle en favorisant l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC) pour fournir l'accès au contenu et au développement professionnel des jeunes pour leur permettre de s'insérer aisément dans le monde du travail. 	ACCORD, CNJCA et URU
03	Initier et voter une loi fixant le quota des jeunes dans les instances de prise des décisions à l'instar de la loi sur la parité qui fixe des quotas pour le nombre de femmes à intégrer dans les instances publiques.	Gouvernement
04	Etendre les zones d'intervention du projet pour atteindre le maximum de jeunes des régions affectées durement par les conflits	ACCORD, CNJCA, URU, PBF
Recommandations opérationnelles		
05	Renforcer l'inclusion des personnes vulnérables par : <ul style="list-style-type: none"> - La prise en compte de personnes en situation de handicap, des minorités socio-culturelles dans la conception et la mise en œuvre des projets, - La fixation des quotas pour les personnes en situation d'handicap 	ACCORD, CNJCA et URU
06	Intégrer dans les programmes scolaires des cours sur les thématiques liées à la paix, à la gestion de conflit, à la communication non violente en vue de préparer des jeunes capables de relever les défis de consolidation de la paix.	Gouvernement
07	Mettre à disposition des partenaires de mise en œuvre des fonds dans le délai	PBF

Annexes :

Annexe 1 : Documents consultés

1. Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) du 6 février 2019
2. Plan de Relèvement et de Consolidation de la Paix 2017-2021 (RCPCA)
3. Rapport national de la mise en œuvre du plan d'action national de la résolution 1325 du conseil de sécurité des nations unies femme paix et sécurité, Bangui, Juillet 2020
4. Plan Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement (UNDAF+) 2018-2021
5. Rapport National de la mise en œuvre des ODD, République centrafricaine
6. Institut Centrafricain des Statistiques et des Etudes Economiques et Sociales national de la statistique (ICASEES), 2020, Projections de la population totale. <https://www.icasees.org>
7. Plan de Réponse Humanitaire-République centrafricaine, Cycle de Programmation Humanitaire 2020, publié en décembre 2019.
8. Principes directeurs de l'OECD : www.oecd.org/development/evaluation
9. Manuel d'évaluation, Gestion des évaluations sensibles au genre
10. Guide d'évaluation du PNUD, Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, New York, Janvier 2019
11. PRODOC du projet « Vers une mise en œuvre inclusive de l'Accord de paix en République Centrafricaine ».
12. Rapport annuel de mise en œuvre du projet « Vers une mise en œuvre inclusive de l'Accord de paix en République Centrafricaine ». 2021 ;
13. Intégrer les droits de l'homme et l'égalité des sexes aux évaluations - Vers un document d'orientation du GNUE, GNUE, Mars 2011 ;
14. Normes et règles d'évaluation, UNGE, 2016
15. Evaluation finale du projet Conjoint « Femmes, Arbres de Paix : Pionnières de la gouvernance locale inclusive en République Centrafricaines (RCA) », décembre 2020 ;
16. Evaluation finale du projet d'Appui au Renouveau de Forces de Sécurité Intérieure en République centrafricaine, sept 2017-déc 2019 (PNUD), Emmanuelle Diehl, juillet 2021

Annexe 2 : Outils de collecte

GUIDE D'ENTRETIEN ADRESSE AUX AGENCES RECIPIENDAIRES (ACCORD, URU, CNJCA)

Pertinence

1. La conception du projet était-elle bénéficiée d'une approche participative ?
2. Comment la théorie du changement a-t-elle été construite ?
3. Comment les villes et les cibles ont été choisies ?
4. Selon vous, le projet était-il aligné sur les priorités nationales en matière de consolidation de la paix en RCA ? Le projet est-il en harmonie avec les effets, les produits de l'UNDAF+ et les ODD ?
5. La pertinence s'est-elle maintenue tout au long de la mise en œuvre ?
6. Dans quelle mesure le projet répond-il aux besoins de groupes cibles/bénéficiaires ?
7. Le projet était-il opportun pour traiter un facteur de conflit ou tirer parti d'une fenêtre d'opportunité spécifique ?
8. Le projet a-t-il pris en compte la dimension genre dans sa phase de conception et de mise en œuvre ?

Cohérence

1. Le projet est-il cohérent et complémentaire avec les autres interventions des autres acteurs dans le même contexte ?
2. Le projet apporte-t-il une valeur ajoutée par rapport aux autres ?

Efficacité

1. Selon vous, le projet a été efficace dans sa mise en œuvre ?
2. Quelles sont les points forts et les points faibles du projet selon vous ?
3. Dans quelle mesure le projet PBF a-t-il atteint ses objectifs et contribué à la vision stratégique du projet ?
4. Le financement du PBF a-t-il enclenché d'autres initiatives des activités de consolidation de la paix dans les zones d'intervention du projet ?
5. Quelles sont les bonnes pratiques et les leçons apprises que vous avez pu observer dans ce projet ?

Efficiencia

1. Quels sont les effets catalytiques non-financiers et financiers ?
2. Le projet a-t-il été retardé en raison du contexte national et le moment est-il venu pour l'évaluation finale ?
3. Est-ce que les ressources ont été mise à disposition dans le délai ?
4. Est-ce que les difficultés/contraintes ou d'autres problèmes dans la mise en œuvre du projet ont été documentées et présentées au bailleur ?

Durabilité

1. Dans quelle mesure le niveau d'appropriation des parties prenantes nationales représente-t-il un risque pour la pérennité des bénéfices du projet ?
2. Existe-t-il des mécanismes mis en place par le projet pour rendre pérenne les acquis du projet ? Les capacités nationales étaient-elles renforcées pour rendre durables les acquis du projet en terme consolidation de la paix ?
3. Dans quelle mesure le niveau d'appropriation des parties prenantes nationales représente-t-il un risque pour la pérennité des bénéfices du projet ?
4. Dans quelle mesure le projet a contribué au développement des capacités nationales ?

Genre, Droits humains et Equité

1. Dans quelle mesure les principes d'égalité des sexes ont-ils été intégrés dans les objectifs et les processus de conception et de mise en œuvre du projet ?
2. Le marqueur de genre affecté au projet reflète-t-il la réalité ?
3. Les principes des droits humains étaient-ils pris en compte dans la conception et la mise en œuvre du projet ?

Sensibilité aux conflits et inclusion/handicap

1. Une approche claire de sensibilité aux conflits avait été définie ?
2. Les capacités des associations dirigées par les jeunes étaient-elles adéquates pour assurer une approche permanente de la sensibilité aux conflits ?
3. Les personnes handicapées étaient-elles impliquées dans la mise en œuvre du projet ? Si oui, comment ? Quel est le nombre des handicapés

GUIDE D'ENTRETIEN ADRESSE AUX PERSONNELS DU SECRETARIAT DU PBF

Pertinence

1. Selon vous, le projet était-il aligné sur les priorités nationales en matière de consolidation de la paix en RCA ? Le projet est-il en harmonie avec les effets, les produits de l'UNDAF+ et les ODD ?
9. Le projet était-il approprié et stratégique par rapport aux principaux objectifs et défis de consolidation de la paix dans le pays au moment de la conception du projet PBF ?
10. La pertinence s'est-elle maintenue tout au long de la mise en œuvre ?
11. Dans quelle mesure le projet répond-il aux besoins de groupes cibles/bénéficiaires ?
12. Le projet était-il opportun pour traiter un facteur de conflit ou tirer parti d'une fenêtre d'opportunité spécifique ?
13. Le projet a-t-il pris en compte la dimension genre dans sa phase de conception ?

Cohérence

1. Le projet était-il cohérent et complémentaires avec d'autres interventions des partenaires au développement ?

Efficacité

1. Selon vous, le projet a été efficace dans sa mise en œuvre ?
2. Quelles sont les points forts et les points faibles du projet selon vous ?
3. Dans quelle mesure le projet PBF a-t-il atteint ses objectifs et contribué à la vision stratégique du projet ?
4. Le financement du PBF a-t-il enclenché d'autres initiatives des activités de consolidation de la paix dans les zones d'intervention du projet ?
5. Quelles sont les bonnes pratiques et les leçons apprises que vous avez pu observer dans ce projet ?

Efficiences

1. Quels sont les effets catalytiques non-financiers et financiers ?
2. Le projet a-t-il été retardé en raison du contexte national et le moment est-il venu pour l'évaluation finale ?
3. Est-ce que les ressources ont été mise à disposition dans le délai ?
4. Est-ce que les difficultés/contraintes ou d'autres problèmes dans la mise en œuvre du projet ont été partagés avec le secrétariat du PBF ?

GUIDE D'ENTRETIEN ADRESSE AUX BENEFICIAIRES (JEUNES HOMMES ET FEMMES)

1. De quelle manière les jeunes hommes et femmes gèrent les conflits et s'impliquent pour la paix en RCA ?
2. Avez-vous reçu de formations dans l'analyse et la gestion des conflits ? Quelles ont été les thématiques ? Quel était l'effectif des hommes et des femmes ?
3. Après les formations reçues, avez-vous remarqué un discours du changement chez les jeunes par la promotion d'initiatives dirigées par des jeunes.
4. Les récits de changement sont-ils diffusés ? Si oui, par quel canal ?
5. Quels sont les obstacles systémiques à la participation des jeunes au processus de paix ?
6. Les capacités des organisations dirigées par des jeunes pour s'engager dans des processus de paix formels et informels ont-elles été renforcées ?
7. Existe-t-il des mécanismes mis en place par le projet pour rendre pérenne les acquis du projet ?
8. Quels sont les souhaits ou recommandations que vous pouvez formuler pour améliorer les interventions futures du projet ?

GUIDE D'ENTRETIEN ADRESSE AU GOUVERNEMENT, PARLEMENT, AUX AUTORITES ADMINISTRATIVES ET LOCALES

1. Avez-vous été impliqué dans le processus de la mise en œuvre du projet ? Si oui, pouvez-vous dire comment ?
2. Est-ce que vos capacités ont été renforcées afin de garantir l'intégration des questions relatives à la jeunesse et à l'égalité des sexes dans la mise en œuvre de l'Accord de paix et la mise en place et l'institutionnalisation de politiques qui prennent en considération les jeunes et les femmes ?
3. Dans quels autres domaines vos capacités ont été renforcées ?
4. Existe-t-il un cadre opérationnel qui garantit la pleine inclusion des jeunes aux processus de paix ?
5. Quelles recommandations feriez-vous pour la pleine inclusion des jeunes dans le processus de paix en RCA ?

FICHE DE VISITE/OBSERVATION SUR LE TERRAIN

Date de la visite : / ____ / ____ / ____ /

Localité visitée : _____

Objet de la visite : _____

Buts de la visite : Examen des progrès dans la réalisation des résultats

PERFORMANCE DU PROJET (Questions d'exécution)

Enumérez les principaux problèmes rencontrés dans l'exécution du projet et proposez des solutions _____

DANS LE CAS DES EFFETS :

- Changement positif (déterminé par une évolution notable à partir de la référence vers l'objectif final mesuré par un indicateur d'effet)
- Changement négatif (retour à un niveau inférieur à la référence mesurée par un indicateur d'effet)
- Sans changement

DANS LE CAS DES PRODUITS : Appliqué à chaque objectif de produit

[Cela ne vaut que pour les produits stratégiques. Si les parties veulent une notation de tous les produits, ceux qui ne figurent pas dans les critères d'évaluation seraient fondés sur le descriptif de projet, les plans de travail ou tout autre accord quant aux résultats escomptés.]

- Non (non réalisé)
- Partiel (seulement si les deux tiers au moins d'un objectif quantitatif sont réalisés)
- Oui (réalisé)

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

[Si, au cours de la visite, des enseignements se dégagent des entretiens avec les responsables ou les bénéficiaires du projet, ou que le Consultant observe directement des enseignements, la présente section peut être remplie.]

Décrivez brièvement les principaux enseignements tirés au cours de l'exécution du projet :

1. _____

2. _____

3. _____

Participants à la visite sur le terrain : [Si plus d'une personne ont effectué la visite.]

Rédigé par : _____
(Nom, titre et organisation)

Annexe 3 : Critères et questions clés

<i>Critères</i>	<i>Questions clés</i>
<i>Pertinence :</i>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Le projet était-il approprié et stratégique par rapport aux principaux objectifs et défis de consolidation de la paix dans le pays au moment de la conception du projet PBF ? La pertinence s'est-elle maintenue tout au long de la mise en œuvre ? 2. Le projet était-il pertinent par rapport aux besoins et priorités des groupes cibles/bénéficiaires ? Ont-ils été consultés lors de la conception et de la mise en œuvre du projet ? 3. Le projet était-il opportun pour traiter un facteur de conflit ou tirer parti d'une fenêtre d'opportunité spécifique ?
<i>Cohérence :</i>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Dans quelle mesure le projet est compatible avec les autres interventions menées dans le pays ? 2. Le projet est-il cohérent et complémentaire avec les autres interventions des autres acteurs dans le même contexte. Le projet apporte une valeur ajoutée par rapport aux autres ?
<i>Efficience :</i>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Dans quelle mesure le projet PBF a-t-il atteint ses objectifs et contribué à la vision stratégique du projet ? 2. Dans quelle mesure le projet PBF a-t-il substantiellement intégré le genre et soutenu la consolidation de la paix sensible au genre ? 3. Le projet a-t-il pris en compte les différents défis, opportunités, contraintes et capacités des femmes, des hommes, des filles et des garçons dans sa conception et sa mise en œuvre ? 4. Les engagements pris dans la proposition de projet pour une consolidation de la paix sensible au genre, en particulier en ce qui concerne le budget, ont-ils été réalisés tout au long de la mise en œuvre ? 5. Le projet était-il financièrement et/ou programmatiquement catalytique ? 6. Le financement du PBF a-t-il été utilisé pour étendre d'autres travaux de consolidation de la paix et/ou a-t-il aidé à créer des plateformes plus larges pour la consolidation de la paix ?
<i>Efficacité :</i>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Dans quelle mesure l'approche de mise en œuvre du projet a-t-elle été efficace et réussie, y compris la passation des marchés, le nombre de partenaires de mise en œuvre et d'autres activités ? 2. Y a-t-il eu des retards dans la mise en œuvre du projet ? Ces retards ont-ils créé des occasions manquées d'aborder les opportunités de consolidation de la paix urgentes ? 3. Dans quelle mesure l'équipe du projet a-t-elle communiqué avec les partenaires de mise en œuvre, les parties prenantes et les bénéficiaires du projet sur ses progrès ? 4. Dans l'ensemble, le projet PBF a-t-il été rentable ? Les ressources ont-elles été utilisées efficacement ? 5. Dans quelle mesure l'approche du projet était-elle nouvelle ou innovante ? Des leçons peuvent-elles être tirées pour éclairer des approches similaires ailleurs ?
<i>Durabilité et Appropriation</i>	<ol style="list-style-type: none"> 1. La conception de l'intervention comprenait-elle une durabilité appropriée et une stratégie de sortie (y compris la promotion de l'appropriation nationale/locale, l'utilisation des capacités nationales, etc.) pour soutenir des changements positifs dans la consolidation de la paix après la fin du projet ?

2. Quelle est la force de l'engagement du gouvernement et des autres parties prenantes à pérenniser les résultats de l'appui du PBF et la poursuite des initiatives, en particulier la participation des femmes aux processus de prise de décision, soutenus dans le cadre du projet PBF ?

3. Comment le projet a-t-il amélioré et contribué au développement des capacités nationales afin de garantir l'adéquation des efforts et des avantages ?

Annexe 4 : Termes de référence de la mission



Termes de référence

Consultance pour l'évaluation finale du projet UNPBF intitulé :

« Vers une mise en œuvre inclusive de l'Accord de paix en République Centrafricaine »

Titre : Consultant National
Lieu d'affectation : République centrafricaine
Type de contrat : Contrat de service
Durée du contrat initial : 35 jours ouvrables
Date de début du contrat : 06 Octobre 2021
Date de fin du contrat : 18 Novembre 2021

1. Contexte

1.1 A propos d'ACCORD

Le Centre africain pour la résolution constructive des différends (ACCORD) est une organisation de la société civile basée en Afrique du Sud qui travaille dans toute l'Afrique pour apporter des solutions africaines créatives aux défis posés par les conflits sur le continent.

L'objectif principal d'ACCORD est d'influencer les développements politiques en mettant la résolution des conflits, le dialogue et le développement institutionnel au premier plan comme alternative à la violence armée et aux conflits prolongés. ACCORD est spécialisé dans la gestion, l'analyse et la prévention des conflits. L'organisation intervient dans la résolution des conflits par la médiation, la négociation, la formation, la recherche et l'analyse des conflits.

En 2019, ACCORD a bénéficié d'un financement du Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix (UNPBF) pour la mise en œuvre d'un projet qui vise à mettre en place des mécanismes pour la participation et l'inclusion des jeunes dans les processus décisionnels et de consolidation de la paix en République centrafricaine.

Dans ce cadre, ACCORD est à la recherche d'un consultant ou d'un groupe de consultants pour mener l'évaluation final dudit projet.

1.2 A propos du projet

Les données démographiques de la RCA montrent que 72 % de la population sont âgées de moins de 35 ans⁸. Malgré la jeunesse de sa population, les jeunes restent sous-représentés et/ou exclus en tant que partenaires dans les processus de prise de décision et leurs contributions dans les processus de paix sont souvent négligées. Cette situation s'est aggravée avec les récentes crises militaro-politiques qui ont affectées le pays et remis en cause la participation et l'inclusion de jeunes dans les processus décisionnels et/ou de consolidation de la paix.

Dans la dynamique actuelle de la mise en application de l'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation (APPR-RCA) du 6 février 2019⁹, l'organisation ACCORD sur financement du Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix (UNPBF) a démarré depuis janvier 2020 la mise en œuvre d'un projet intitulé « **Vers une mise en œuvre inclusive de l'Accord de paix en République Centrafricaine** ». Le projet vise à travailler avec les organisations dirigées par des jeunes pour rechercher et documenter les réalités vécues et les contributions des jeunes à la consolidation de la paix, à garantir que les jeunes femmes et hommes participent de manière significative dans les processus de paix en RCA, mais aussi à renforcer leurs capacités afin de créer des synergies et un environnement propice à leur pleine participation aux efforts de paix. Le projet est mis en œuvre en partenariat avec l'ONG nationale URU et le Conseil National de la Jeunesse Centrafricaine (CNJCA). Le projet intervient dans trois zones du pays : Bangui (Ombella-M'Poko), Bambari (Ouaka) et Bossangoa (Ouaham). La durée du projet est de 22 mois. La mise en œuvre effective du projet a commencé le 19/12/2019 et sera clôturée le 15/10/ 2021.

Le projet est basé sur les trois résultats suivants et leurs extrants associés :

Résultat 1 : Une compréhension nuancée et sexospécifique des trajectoires de conflit, des défis, des opportunités et des tendances entourant l'inclusion des jeunes dans les processus de paix.

Sans une compréhension contextuelle et nuancée de la multitude de problèmes auxquels sont confrontés les jeunes hommes et femmes en RCA, en particulier dans les zones les plus touchées par le conflit, il existe un risque de concevoir des programmes fondés sur des considérations exogènes plutôt que sur des preuves, et qui soient déconnectés de la réalité quotidienne de la jeunesse. Comprendre ce que signifie la paix pour les divers groupes de jeunes et savoir comment ils gèrent leurs réalités complexes jettera les bases de l'inclusion des jeunes dans les efforts de paix en cours.

Résultat 2 : La participation des jeunes est abordée au niveau politique et des mécanismes d'implication formels et informels sont mis en place pour lier stratégiquement les jeunes aux processus de prise de décision.

La deuxième composante du projet complétera les conclusions de la composante recherche par une approche davantage axée sur les politiques. L'aspect d'implication politique utilisera les évaluations de la recherche pour nouer le dialogue avec les agences gouvernementales, les parlementaires, les organisations de la société civile et d'autres parties prenantes clés dans l'élaboration d'un plan opérationnel assortie d'une stratégie pour la pleine inclusion des jeunes dans le processus de paix en cours.

Résultat 3 : Créer un réseau de jeunes formés lié aux ressources de réseautage et de coaching, pendant et après le projet.

Sur la base d'une cartographie initiale des initiatives menées par des jeunes en République Centrafricaine, le projet contribuera au renforcement des capacités des organisations et associations dirigées par des jeunes. Le projet assurera également le mentoring et le coaching à la fois à distance

⁸ Enquête MICS4, Ministère du plan, 2010

⁹ Accord signé à Bangui entre le Gouvernement centrafricain et 14 groupes armés.

(c'est-à-dire par WhatsApp) et en personne, et mettra en relation les jeunes bénéficiaires du projet avec les réseaux de jeunes régionaux et continentaux afin de s'assurer que la composante de mentoring dépasse la durée de vie du projet.

2. Objectifs de l'évaluation

La présente évaluation a pour objet d'apprécier la pertinence et l'alignement de la conception ainsi que l'efficacité et l'efficacé de la mise en œuvre du projet, de mesurer les impacts attendus et imprévus des résultats du projet, ainsi que de générer des leçons apprises pour éclairer la conception de futurs projets de consolidation de la paix en RCA. L'évaluation servira à déterminer la valeur ajoutée globale du projet dans les domaines de l'engagement et de l'inclusion des jeunes dans les processus de paix et de prise de décision. En évaluant dans quelle mesure le projet a atteint ses objectifs et résultats de consolidation de la paix, l'évaluation fournira des leçons clés sur les approches et les pratiques opérationnelles de consolidation de la paix réussies, ainsi que les domaines dans lesquels le projet a été moins efficace que prévu.

Plus précisément, les objectifs de l'évaluation finale sont:

- Évaluer dans quelle mesure le projet a contribué à répondre aux besoins et à résoudre les problèmes identifiés pendant la phase de conception.
- Documenter les bonnes pratiques, innovations et enseignements issus du projet ;
- Tirer les leçons de l'intervention du projet et formuler des recommandations.

3. Portée et questions d'évaluation clés

Cette évaluation examinera le processus de mise en œuvre du projet et les résultats, en s'appuyant sur le cadre de résultats du projet ainsi que sur d'autres données de suivi collectées sur les extrants et les résultats du projet ainsi que sur le contexte de sa mise en œuvre. Les questions d'évaluation sont basées sur les critères d'évaluation du Comité d'Assistance au Développement (CAD) de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (OCDE) ainsi que sur les critères d'évaluation spécifiques au PBF, qui ont été adaptés au contexte

Pertinence:

- Le projet était-il approprié et stratégique par rapport aux principaux objectifs et défis de consolidation de la paix dans le pays au moment de la conception du projet PBF ? La pertinence s'est-elle maintenue tout au long de la mise en œuvre ?
- Le projet était-il pertinent par rapport aux besoins et priorités des groupes cibles/bénéficiaires ? Ont-ils été consultés lors de la conception et de la mise en œuvre du projet ?
- Le projet était-il opportun pour traiter un facteur de conflit ou tirer parti d'une fenêtre d'opportunité spécifique ?

Efficacité:

- Dans quelle mesure le projet PBF a-t-il atteint ses objectifs et contribué à la vision stratégique du projet ?
- Dans quelle mesure le projet PBF a-t-il substantiellement intégré le genre et soutenu la consolidation de la paix sensible au genre ?
- Le projet a-t-il pris en compte les différents défis, opportunités, contraintes et capacités des femmes, des hommes, des filles et des garçons dans sa conception et sa mise en œuvre ?

- Les engagements pris dans la proposition de projet pour une consolidation de la paix sensible au genre, en particulier en ce qui concerne le budget, ont-ils été réalisés tout au long de la mise en œuvre ?
- Le projet était-il financièrement et/ou programmatiquement catalytique ?
- Le financement du PBF a-t-il été utilisé pour étendre d'autres travaux de consolidation de la paix et/ou a-t-il aidé à créer des plateformes plus larges pour la consolidation de la paix ?

Efficacité

- Dans quelle mesure l'approche de mise en œuvre du projet a-t-elle été efficace et réussie, y compris la passation des marchés, le nombre de partenaires de mise en œuvre et d'autres activités ?
- Y a-t-il eu des retards dans la mise en œuvre du projet ? Ces retards ont-ils créé des occasions manquées d'aborder les opportunités de consolidation de la paix urgentes ?
- Dans quelle mesure l'équipe du projet a-t-elle communiqué avec les partenaires de mise en œuvre, les parties prenantes et les bénéficiaires du projet sur ses progrès ?
- Dans l'ensemble, le projet PBF a-t-il été rentable ? Les ressources ont-elles été utilisées efficacement ?
- Dans quelle mesure l'approche du projet était-elle nouvelle ou innovante ? Des leçons peuvent-elles être tirées pour éclairer des approches similaires ailleurs ?

Durabilité et Propriété

- La conception de l'intervention comprenait-elle une durabilité appropriée et une stratégie de sortie (y compris la promotion de l'appropriation nationale/locale, l'utilisation des capacités nationales, etc.) pour soutenir des changements positifs dans la consolidation de la paix après la fin du projet ?
- Quelle est la force de l'engagement du gouvernement et des autres parties prenantes à pérenniser les résultats de l'appui du PBF et la poursuite des initiatives, en particulier la participation des femmes aux processus de prise de décision, soutenus dans le cadre du projet PBF ?
- Comment le projet a-t-il amélioré et contribué au développement des capacités nationales afin de garantir l'adéquation des efforts et des avantages ?

4. Méthodologie

L'évaluation sera sommative et utilisera une approche participative. Les propositions soumises par le(s) consultant(s) potentiel(s) doivent décrire une approche de méthodes mixtes solides pour la collecte et l'analyse des données, en notant clairement comment diverses formes de preuves seront utilisées les unes par rapport aux autres pour trianguler les données. Les propositions doivent être claires sur le rôle spécifique que chacune des diverses approches méthodologiques joue pour aider à répondre à chacune des questions d'évaluation.

Les méthodologies de collecte de données peuvent inclure :

- Revue documentaire. ACCORD et ses partenaires pourront fournir les documents clés ;
- Entretiens avec des informateurs clés et discussions de groupe, le cas échéant, avec les principales parties prenantes, y compris l'équipe PBF du pays, les responsables des ministères clés et du gouvernement, les représentants des organisations de la société civile ; chefs communautaires et religieux. Les évaluateurs doivent être conscients de ne pas déployer des KII avec des fonctionnaires, des professionnels et d'autres parties prenantes de statut supérieur tout en reléguant les parties prenantes de base aux discussions de groupe de discussion. Les

évaluateurs doivent garantir la participation équitable des hommes et des femmes et de tous les groupes d'âge ;

- Examen systématique des données de suivi et des évaluations internes ;
- Examen systématique des données pertinentes existantes au niveau des résultats ou du contexte national ;
- Visites de terrain;
- Enquêtes qualitatives et/ou quantitatives.

5. Livrables

1. Rapport de démarrage : sur la base de ces termes de référence, des briefings initiaux avec ACCORD et les partenaires de mise en œuvre, le(s) consultant(s) prépareront un rapport de démarrage pour affiner davantage les questions d'évaluation et détailler l'approche méthodologique, y compris les instruments de collecte de données, en consultation avec l'équipe technique du PBF. Le rapport de démarrage doit être approuvé à la fois par le responsable de l'évaluation et le PBF avant le début de la collecte des données sur le terrain. Le rapport initial doit inclure les éléments clés suivants :

- Un plan de travail, approche globale et méthodologie
- Principaux axes d'enquête, reliant les questions d'évaluation affinées aux instruments de collecte de données
- Liste proposée des institutions à visiter et des personnes à interroger

2. Présentation/validation des résultats préliminaires aux parties prenantes concernées dans le pays et au PBF : un atelier sera organisé pour présenter les résultats initiaux (en tant que validation) et pour recueillir les points de vue collectifs des parties prenantes, comme partie de la collecte complète des données.

3. Rapports d'évaluation préliminaire et final : À la fin de la phase de collecte de données, le(s) consultant(s) soumettront un rapport provisoire. Le(s) consultant(s) prépareront le rapport d'évaluation final sur la base du modèle de rapport d'évaluation du PBF. La première draft du rapport final sera partagée avec un groupe de référence d'évaluation, composé de représentants de tous les bénéficiaires directs des fonds et du PBF (au minimum), pour leurs commentaires. La version finale acceptée du rapport reflétera les commentaires. Le rapport final sera approuvé à la fois par le responsable de l'évaluation et le PBF.

4. Des fiches techniques de deux pages maximums sur a) des cas de succès ou de bonnes pratiques et b) de cas d'échecs ; c) Des photos ou illustrations des activités du projet ; d) Un dépliant et une présentation PowerPoint sur les principales conclusions et leçons de l'évaluation en vue du partage d'informations sur les résultats du projet

6. Compétences

Le consultant ou l'équipe de consultance pour cette évaluation devra avoir les compétences suivantes :

Education :

- Maîtrise en sciences sociales, développement international, sciences politiques, consolidation de la paix ou autres domaine similaire ;

Expérience :

- Au moins 7 ans d'expérience pertinente dans le suivi et l'évaluation des projets/interventions de consolidation de la paix en RCA ou dans des contextes similaires. Une expérience dans la conduite d'évaluations à distance est considérée comme un atout ;
- Au moins 7 ans d'expérience professionnelle avec des méthodes de recherche mixtes et des approches d'évaluation participative ;

- Expérience de travail sur les questions relatives à la participation des jeunes dans les processus décisionnels et/ou de consolidation de la paix est considérée comme un atout ;
- Aptitude à exécuter les livrables de façon efficace, systématique et fiable et à produire les rapports dans le délai ;

Langue:

- Maîtrise du Français requise. Capacité de communication en langues nationales et en Anglais est considérée comme un atout.

Annexe 5 : Matrice d'évaluation et questions clés

Critères d'évaluation	Questions clés	Sous-questions spécifiques	Sources de données	Outils/ méthodes de collecte de données	Indicateurs/Norme de réussite	Méthode d'analyse de données
Pertinence	1. Le projet était-il approprié et stratégique par rapport aux principaux objectifs et défis de consolidation de la paix dans le pays au moment de la conception du projet PBF ? La pertinence s'est-elle maintenue tout au long de la mise en œuvre ?	Dans quelle mesure le projet s'est-il inscrit dans les priorités nationales en matière de consolidation de la paix en RCA tels que le RCPCA, la Stratégie Nationale de la Promotion de la Jeunesse ? Le projet est-il en harmonie avec les effets, les produits de l'UNDAF+ et les ODD ?	Charte Africaine de la Jeunesse, RCPCA 2017-2021 ; UNDAF 2018-2021, ODD, Stratégie Nationale de la Jeunesse	Revue documentaire, entretiens individuels	Degré d'alignement entre les objectifs, les produits et les activités du projet avec les priorités nationales (RCPCA, Stratégie Nationale de la Promotion de la Jeunesse etc.), les documents tels que : UNDAF, ODD, Charte Africaine de la Jeunesse	Analyse de la cohérence des objectifs du projet avec les documents internationaux et nationaux
		Le projet est-il toujours pertinent durant sa mise en œuvre ?		Revue documentaire, entretiens individuels		
		La théorie du changement est-elle toujours valide ? Si non, dites pourquoi ?	Tdc dans le Prodoc	Revue documentaire, entretiens individuels	Analyse de la logique d'intervention du projet	
		Les indicateurs de suivi évaluation sont-ils appropriés pour rattachés les produits aux résultats escomptés du projet ?	Cadre logique du projet Document du projet Rapports du projet	Revue documentaire, entretiens individuels	Indicateurs informés et Indicateurs non informés dans	
	2. Le projet était-il pertinent par rapport aux besoins et priorités des groupes cibles/bénéficiaires ? Ont-ils été consultés lors de la	Dans quelle mesure le projet répond-il aux besoins de groupes cibles/bénéficiaires ?	Document du projet Rapports de démarrage du projet	Revue documentaire, entretiens et focus group	Priorités des bénéficiaires pris en compte	Analyse de l'alignement des objectifs du projet avec les besoins et les priorités des bénéficiaires

	conception et de la mise en œuvre du projet ?	Les populations cibles ont-ils été consultés lors de la conception et impliqués dans la mise en œuvre du projet ?	Document du projet Rapports du projet	Revue documentaire, entretiens et focus group	Niveau d'implication dans la conception et de mise en œuvre	
	3. Le projet était-il opportun pour traiter un facteur de conflit ou tirer parti d'une fenêtre d'opportunité spécifique ?	Le projet a-t-il répondu au moment voulu ou contribué aux facteurs identifiés de conflit et de paix ?	Document du projet Rapports du projet	Revue documentaire, entretiens et focus group		
Cohérence	Le projet était-il cohérent et complémentaires avec d'autres interventions des partenaires au développement ?	1. Dans quelle mesure le projet est compatible avec les autres interventions menées dans le pays ?	Documents projet et rapports, équipes projet, rapports des partenaires de mise en œuvre	Revue documentaire, entretiens et focus group	Le projet répond aux critères internationaux en ce qui concerne les ODD, Charte Africaine de la Jeunesse, UNDAF	Analyse de la cohérence des objectifs du projet avec d'autres interventions
		2. Le projet est-il cohérent et complémentaire avec les autres interventions des autres acteurs dans le même contexte ? Le projet apporte une valeur ajoutée par rapport aux autres ?	Documents projet et rapports, équipes projet, rapports des partenaires de mise en œuvre	Revue documentaire, entretiens		
Efficacité	1. Dans quelle mesure le projet PBF a-t-il atteint ses objectifs et contribué à la vision stratégique du projet ?	De quelle manière le projet financé par le PBF a-t-il contribué à réaliser ses objectifs ?	Documents du projet, rapports annuels, RCPCA 2017-2021 Rapports du Gouv	Revue documentaire, entretiens		Analyse des objectifs du PBF en lien avec la vision stratégique du projet
	2. Dans quelle mesure le projet PBF a-t-il substantiellement intégré le genre et soutenu la consolidation de la paix sensible au genre ?	De quelle manière la dimension a-t-elle été intégrée dans le projet ?	Documents du projet, rapports annuels	Revue documentaire, entretiens	Niveau de prise en compte de genre dans les activités de consolidation de la paix	Analyse de la prise en compte du genre

	3. Le projet a-t-il pris en compte les différents défis, opportunités, contraintes et capacités des femmes, des hommes, des filles et des garçons dans sa conception et sa mise en œuvre ?	Le projet répond -il aux défis, opportunités et contraintes que des hommes, des femmes, des filles et des garçons font face ?	Le cadre logique du projet, Documents du projet, rapports annuels	Revue documentaire, entretiens		
	4. Les engagements pris dans la proposition de projet pour une consolidation de la paix sensible au genre, en particulier en ce qui concerne le budget, ont-ils été réalisés tout au long de la mise en œuvre ?	Quelles sont les activités budgétées et réalisées spécifiquement pour les femmes ?	Documents du projet, rapports annuels Rapports du Gouv	Revue documentaire, entretiens	La part du budget consacrée aux activités des femmes	Analyse des rapports financiers
	5. Le projet était-il financièrement et/ou programmatiquement catalytique ?	Le financement du PBF a-t-il suscité d'autres initiatives nouvelles et/ou mobilisé des financements additionnels	Documents du projet, rapports annuels, RCPCA 2017-2025	Revue documentaire, entretiens Focus group	Financements additionnels mobilisés Initiatives nouvelles suscitées	
	6. Le financement du PBF a-t-il été utilisé pour étendre d'autres travaux de consolidation de la paix et/ou a-t-il aidé à créer des plateformes plus larges pour la consolidation de la paix ?	Le financement du PBF a-t-il enclenché d'autres initiatives des activités de consolidation de la paix dans les zones d'intervention du projet ?	Documents du projet, rapports annuels, RCPCA 2017-2026	Revue documentaire, entretiens Observations directes	Autres travaux de consolidation de la paix enregistrés, liste des nouveaux intervenants attribuables au projet, Nature des interventions attribuables au projet	
		Le financement du PBF a-t-il permis de créer des plateformes plus larges pour la consolidation de la paix ? Les jeunes étaient -il mis en réseau ?	Documents du projet, rapports annuels, RCPCA 2017-2027	Revue documentaire, entretiens Focus group	Nombre de plateformes crée	

Efficiace	1. Dans quelle mesure l'approche de mise en œuvre du projet a-t-elle été efficace et réussie, y compris la passation des marchés, le nombre de partenaires de mise en œuvre et d'autres activités ?	La stratégie de mise en œuvre développée par projet, basée sur l'expérience collective des partenaires d'exécution en matière de réalisation de projets similaires et d'aide aux jeunes en RCA a-t-elle été efficace et réussie	Documents projet et rapports, équipes projet, partenaires de mise en œuvre	Revue documentaire, entretiens Focus group		Triangulation des données collectées avec les données des rapports du projet
		Y'a-t-il de transparence dans la passation des marchés ? Le nombre des partenaires de mise en œuvre et les activités étaient suffisants pour atteindre les objectifs du projet ?	Documents projet et rapports, équipes projet, partenaires de mise en œuvre	Revue documentaire, entretiens		
	2. Y a-t-il eu des retards dans la mise en œuvre du projet ? Ces retards ont-ils créé des occasions manquées d'aborder les opportunités de consolidation de la paix urgentes ?	Le projet a-t-il été retardé en raison du contexte national et le moment est-il venu pour l'évaluation finale ?	Documents projet et rapports, équipes projet, partenaires de mise en œuvre	Revue documentaire, entretiens		
	3. Dans quelle mesure l'équipe du projet a-t-elle communiqué avec les partenaires de mise en œuvre, les parties prenantes et les bénéficiaires du projet sur ses progrès ?	Comment l'équipe du projet a-t-elle communiqué avec les autres parties prenantes ? Les progrès du projet ont-ils été documentés ?	Documents projet et rapports, équipes projet, partenaires de mise en œuvre	Revue documentaire, entretiens	Nombre de rapports et des comptes rendus	
	4. Dans l'ensemble, le projet PBF a-t-il été rentable ? Les ressources ont-elles été utilisées efficacement ?	Est-ce que le projet financé par le PBF a-t-il été rentable pour les bénéficiaires ?	Documents projet et rapports, équipes projet, partenaires de mise en œuvre	Revue documentaire, entretiens	Taux de mise en œuvre et dépenses réelles	

		Quels ont été les effets catalytiques sur le plan financier et non financier du projet ?	Documents projet et rapports, équipes projet, partenaires de mise en œuvre	Revue documentaire, entretiens		
		Est-ce-que les ressources (fonds, personnel, temps, expertise, etc.) ont été affectées de manière stratégique et économe pour obtenir les résultats ?	Documents projet et rapports, équipes projet, partenaires de mise en œuvre	Revue documentaire, entretiens	Nombre de produits obtenus et dépenses relatives	
	5. Dans quelle mesure l'approche du projet était-elle nouvelle ou innovante ? Des leçons peuvent-elles être tirées pour éclairer des approches similaires ailleurs ?	L'approche utilisée par le projet était-elle nouvelle ou innovante ?	Documents projet et rapports, équipes projet, partenaires de mise en œuvre	Revue documentaire, entretiens	Mécanismes particuliers mis en place Approches particulières mises en place	
		L'approche utilisée permet-elle de tirer les leçons de la mise en œuvre du projet pour servir dans les exercices similaires dans le futur ?	Documents projet et rapports, équipes projet, partenaires de mise en œuvre	Revue documentaire, entretiens	Existence des leçons tirées de la mise en œuvre	
Durabilité et propriété	1. La conception de l'intervention comprenait-elle une durabilité appropriée et une stratégie de sortie (y compris la promotion de l'appropriation nationale/locale, l'utilisation des capacités nationales, etc.) pour soutenir des changements positifs dans la consolidation de la paix après la fin du projet ?	Dans quelle mesure le niveau d'appropriation des parties prenantes nationales représentait-il un risque pour la pérennité des bénéfices du projet ?	Documents projet et rapports, équipes projet, partenaires de mise en œuvre	Revue documentaire, entretiens Focus group	Promotion de l'appropriation nationale/locale, utilisation de la capacité nationale	Triangulation des données collectées avec les données des rapports du projet
		Existe-t-il des mécanismes mis en place par le projet pour rendre pérenne les acquis du projet ? Les capacités nationales étaient-elles renforcées pour rendre durables les acquis du projet en terme consolidation de la paix ?	Documents projet et rapports, équipes projet, partenaires de mise en œuvre	Revue documentaire, entretiens Focus group		

	2. Quelle est la force de l'engagement du gouvernement et des autres parties prenantes à pérenniser les résultats de l'appui du PBF et la poursuite des initiatives, en particulier la participation des femmes aux processus de prise de décision, soutenus dans le cadre du projet PBF ?	Dans quelle mesure le niveau d'appropriation des parties prenantes nationales représente-t-il un risque pour la pérennité des bénéfices du projet ?	Documents projet et rapports, équipes projet, partenaires de mise en œuvre	Revue documentaire, entretiens Focus group	Niveau d'implication et de participation, niveau d'utilisation et de gestion des actifs communautaires	
		Y'a-t-il des mécanismes, des procédures et des politiques mis en place par le gouvernement en vue de permettre aux parties prenantes clés de pérenniser les résultats de l'appui du PBF et poursuivre les initiatives enclenchées pour une participation des femmes aux processus de prise de décision ?	Documents projet et rapports, équipes projet, partenaires de mise en œuvre	Revue documentaire, entretiens Focus group	Existence des mécanismes créés par le projet	
	3. Comment le projet a-t-il amélioré et contribué au développement des capacités nationales afin de garantir l'adéquation des efforts et des avantages ?	Dans quelle mesure le projet a contribué au développement des capacités nationales ?	Documents projet et rapports, équipes projet, partenaires de mise en œuvre	Revue documentaire, entretiens Focus group		
Egalité des sexes, Equité	1. Les principes d'égalité des sexes et la consolidation de la paix sensible au genre ont-ils été intégrés dans le processus de conception et de mise en œuvre du projet ?	Dans quelle mesure les principes d'égalité des sexes ont-ils été intégrés dans les objectifs et les processus de conception et de mise en œuvre du projet ?	Documents projet et rapports, équipes projet, partenaires de mise en œuvre Données ventilées par sexe	Revue documentaire, entretiens Focus group	Données et analyses ventilées par sexe dans les rapports de mise en œuvre du projet par les partenaires	Triangulation des données collectées avec les données des rapports du projet
		Le marqueur de genre affecté au projet reflète-t-il la réalité ?	Documents projet et rapports, équipes projet, partenaires de mise en œuvre Données ventilées par sexe	Revue documentaire, entretiens Focus group	Analyse du marqueur par rapport aux résultats du projet	

Droits humains	Les principes des droits humains étaient-ils pris en compte dans la conception et la mise en œuvre du projet ?	Le processus de conception et de mise en œuvre du projet a-t-il été participatif incluant les droits fondamentaux ?	Documents projet et rapports, équipes projet, partenaires de mise en œuvre	Revue documentaire, entretiens Focus group	Degré de considération des principes de droits humains dans le projet
		Le projet a-t-il été mis en œuvre sur la base des principes des droits humains ?	Documents projet et rapports, équipes projet, partenaires de mise en œuvre	Revue documentaire, entretiens Focus group	
Inclusion/Handicap	Les personnes handicapées étaient-elles impliquées dans le processus de conception et de mise en œuvre du projet ?	De quelle manière les personnes handicapées étaient-elles impliquées ?	Documents projet et rapports, équipes projet, partenaires de mise en œuvre	Revue documentaire, entretiens Focus group	Niveau d'implication des personnes handicapées et de mise en œuvre
		Quelle est le nombre des bénéficiaires handicapés ?	Documents projet et rapports, équipes projet, partenaires de mise en œuvre	Revue documentaire, entretiens Focus group	Nombre, catégories de personnes handicapées bénéficiaires du projet
Sensibilité aux conflit	Quel est le degré de sensibilité du projet aux conflit durant le processus de mise en œuvre ?	Une approche claire de sensibilité aux conflits avait été définie ?	Documents projet et rapports, équipes projet, partenaires de mise en œuvre	Revue documentaire, entretiens Focus group	Approches/stratégies/mécanismes mis en œuvre
		Les capacités des associations dirigées par les jeunes étaient-elles adéquates pour assurer une approche permanente de la sensibilité aux conflits ?	Documents projet et rapports, équipes projet, partenaires de mise en œuvre	Revue documentaire, entretiens Focus group	Nombre de jeunes des associations dirigées par les jeunes ayant bénéficié de la formation en gestion des conflits ?

Annexe 5 : Cadre de résultats du projet

RESULTATS	PRODUITS	INDICATEURS	Moyens de vérification/ Fréquence de collecte	Etapes
Résultats 1: Une compréhension nuancée et sexospécifique des trajectoires de conflit, des défis, des opportunités et des tendances entourant l'inclusion des jeunes dans les processus de paix.		<p>Outcome Indicator 1 # d'institutions gouvernementales disposent d'une meilleure compréhension des défis et des opportunités liés à l'inclusion des jeunes dans les processus de paix, grâce à la recherche</p> <p>Niveau de référence : 28 institutions</p> <p>Cible : 35 institutions</p>	<p>Baseline survey Interviews Focus groups Pre-post evaluation Research uptake assessment Outcome harvesting</p>	<p>Research findings are translated into actionable policies/programs</p>
	Output 1.1 Recherche participative sur la manière dont les jeunes gèrent les conflits et s'impliquent pour la paix.	<p>Output Indicator 1.1.1 % de jeunes formés aux méthodes de recherche participative (ventilés par âge, sexe et lieu)</p> <p>Niveau de référence : 59,75% des jeunes, dont 60% des femmes et 40 % des hommes avec 25% en milieu rural, et 75% milieu urbain</p> <p>Cible : 70% des jeunes, dont 70 % des femmes et 60 % des hommes avec 30 % en milieu rural, et 80 % milieu urbain.</p>	<p>Training records Progress and evaluation reports Surveys</p>	<p>Training records Progress and evaluation reports Surveys</p>
		<p>Output Indicator 1.1.2 # d'ateliers communs d'analyse menés en collaboration avec des jeunes, des centres de recherche / universités, etc...</p>	<p>Workshop reports Workshop attendance records</p>	

		<p>Niveau de référence : 0 Cible : 6 dont par localités (Bangui, Bossangoa et Bambari).</p>		
		<p>Output Indicator 1.1.3 # Notes d'orientation et un rapport sur l'état de la jeunesse sont produits. Niveau de référence : 0 Cible : 4 notes d'orientation et rapports dont 1 par semestre.</p>	<p>Documentation/ Publication Online platform</p>	<p>After 6 months: data is collected and analyzed.</p> <p>7 months' mark: research findings are validated and disseminated.</p> <p>9 months mark: A state of the youth report is developed</p> <p>12 months mark: A youth knowledge repository/portal is set up</p>
	<p>Output 1.2 Un discours du changement est cultivé par la promotion d'initiatives percutantes dirigées par des jeunes.</p>	<p>Output Indicator 1.2.1 # d'évaluation sur l'impact des initiatives dirigées par des jeunes</p> <p>Niveau de référence : 0 Cible : 1 rapport sur l'impact des initiatives produits</p>	<p>Assessment reports Documentation of success stories Reports Database</p>	<p>6 months mark: A database of youthled initiatives is established.</p>
		<p>Output Indicator 1.2.2 # d'histoires de succès des initiatives des jeunes documentées.</p> <p>Niveau de référence : 0</p>	<p>Assessment reports Documentation of success stories Reports Database</p>	<p>6 months mark: A database of youthled initiatives is established.</p>

		Cible : 4 rapports sur l'impact des initiatives des jeunes dont 1 par semestre		
		Output Indicator 1.2.2 # de campagnes de sensibilisation et de plaidoyer organisées en faveur des communautés aux contributions positives des jeunes Niveau de référence : 0 Cible : 10	Interviews Focus groups Pre-post evaluations Survey	12 months mark A documentary is produced
		Output Indicator 1.2.3 # d'événements relatif à l'engagement des jeunes (par exemple, dialogues intergénérationnels pour la paix, etc.) Niveau de référence : 59 Cible : 6	Attendance records documentation Progress and monitoring reports	12 months mark: A documentary is produced
Outcome 2: La participation des jeunes est abordée au niveau politique et des mécanismes d'implication formels et informels sont mis en place pour lier stratégiquement les		Outcome Indicator 2 a : % des jeunes ayant participé au processus de prise de décision politique Situation de référence : 65,41% des jeunes dont 64,12% des hommes 35,88% des femmes Cible : 75 % des jeunes dont 65 % des hommes et 30% des femmes	Meeting and evaluation reports Outcome harvesting	Meeting and evaluation reports Outcome harvesting

jeunes aux processus de prise de décision.		Outcome Indicator 2 b # d'institutions des mécanismes formels et informels pour la participation des jeunes au processus de prise de décision Situation de référence : Cible :	Assessment and progress reports Policy documents Outcome harvesting	Engagements mechanisms are in place
		Outcome Indicator 2 c: % de jeunes qui signalent une augmentation de leur participation aux processus décisionnels à la suite des activités du projet (ventilés par âge, sexe et lieu) Niveau de référence : 19,22% des jeunes ont déjà participé à un processus décisionnel Cible : 25 %	Interviews Focus groups Pre-post evaluation reports	
	Output 2.1 : Les obstacles systémiques à la participation des jeunes sont abordés, en mettant l'accent sur le double fardeau des jeunes femmes.	Output Indicator 2.1.1 % des bénéficiaires du projet qui déclarent une meilleure compréhension des obstacles sexo-spécifiques à la participation des jeunes aux processus de paix (ventilés par âge et par sexe) Niveau de référence : 66,93% Cible : 75%	Interviews Focus groups Pre-post evaluation report	Recommendations are put forth to operationalize policies that seeks to address barriers to youth inclusion.
		Output Indicator 2.1.2 Nombre de dialogues intergénérationnels organisés (ventilés par emplacement)	Progress and monitoring reports Attendance records	

		<p>Niveau de référence : 59 dialogues ont été organisés dans les zones cibles du projet</p> <p>Cible : 69 dialogues (10 par le projet)</p>		
		<p>Output Indicator 2.1.3 Pourcentage de jeunes / membres de la communauté qui signalent un niveau amélioré de confiance avec les institutions et les processus (ventilé par âge, sexe et lieu).</p> <p>Niveau de référence :15,53%</p> <p>Cible : 25%</p>	<p>Interviews Focus groups Pre-post evaluation reports Outcome harvestin</p>	
		<p>Output Indicator 2.1.4 Pourcentage de membres de la communauté qui signalent un changement d'attitude par rapport au rôle des jeunes dans les processus de paix</p> <p>Niveau de référence : 44,59% dont 46,53% d'hommes et 53,47% de femmes</p> <p>Cible : 25%</p>		
	<p>Output 2.2</p> <p>Une assistance technique et un renforcement des capacités sont fournis aux ministères chargés des questions</p>	<p>Output Indicator 2.2.1 Nombre de ministères et d'institutions gouvernementales formés à l'intégration des questions de jeunesse et de genre</p> <p>Niveau de référence : 10</p> <p>Cible : 15</p>	<p>Progress and monitoring reports Attendance records</p>	

	relatives à la jeunesse et à la paix.	<p>Output Indicator 2.2.2 Nombre de points focaux des jeunes qui ont participé à des programmes de renforcement des capacités (ventilés par âge et sexe)</p> <p>Niveau de référence : 0 Cible : 120 points focaux pour les jeunes dont 40 femmes</p>	<p>Progress and monitoring reports Attendance records</p>	
		<p>Output Indicator 2.2.3 Nombre d'experts de la jeunesse détachés au Ministère de la jeunesse et des sports et au Ministère en charge de la promotion de la femme (ventilés par âge et par sexe) Niveau de référence : TBD Cible : TBD</p>	<p>Progress and monitoring reports Attendance records</p>	
	<p>Output 2.3</p> <p>Élaboration d'un cadre opérationnel sur la participation significative des jeunes aux processus de paix</p>	<p>Output Indicator 2.3.1 Un cadre opérationnel de genre pour les jeunes sur l'inclusion des jeunes dans les processus de paix est développé et stipule une représentation minimale des femmes de 30% dans ses orientations</p> <p>Niveau de référence : 0 Cible : Un cadre opérationnel mise en place avec une représentation minimale des femmes de 30% dans ses orientations.</p>	<p>Progress/Assessment and evaluation reports Interview Policy documents</p>	
	<p>Output Indicator 2.3.2 Le cadre pour les jeunes sexo-spécifiques est validé à la condition</p>	<p>Assessment and Evaluation report Policy documents</p>		

		<p>que le genre soit intégré dans ses orientations.</p> <p>Niveau de référence : 0</p> <p>Cible : 01 cadre les jeunes sexo-spécifiques validé</p>		
		<p>Output Indicator 2.3.3</p> <p>Gendered youth framework is validated with the condition that gender is mainstreamed in its guidance.</p> <p>Niveau de référence : 0</p> <p>Cible : 01 Gendered youth framework is validated</p>	<p>Assessment and Evaluation report</p> <p>Policy document</p>	
<p>Outcome 3:</p> <p>Créer un réseau de jeunes formés lié aux ressources de réseautage et de coaching, pendant et après le projet.</p>		<p>Outcome Indicator 3 a</p> <p>Pourcentage de jeunes formés qui déclarent avoir amélioré leurs compétences en consolidation de la paix grâce à la formation dispensée dans le cadre du projet (ventilé par âge et sexe)</p> <p>Niveau de référence : 33 % des jeunes dont 25,76% des femmes et 74,24% homme</p> <p>Cible : 43 % des jeunes dont 35% des femmes et 84% des hommes</p>	<p>Interviews Focus groups</p> <p>Pre-post evaluation Tracer studies</p>	<p>12-18 months' mark:</p> <p>Youth are able to apply their skills to effectively participate in the peace and implementation processe</p>
		<p>Outcome Indicator 3 b</p> <p>Pourcentage de jeunes qui estiment que l'accès au renforcement des capacités, aux plateformes et aux réseaux leur a permis d'articuler collectivement leurs besoins et leurs priorités dans le processus de mise en œuvre.</p>	<p>Interviews Focus groups</p> <p>Pre-post evaluation Tracer studies</p>	<p>Youth are better equipped to articulate their positions, needs, and priorities.</p> <p>Outcome</p>

		<p>Niveau de référence : 35 % de jeunes dont 65 % des hommes et 35 % des femmes</p> <p>Cible : 45% des jeunes dont 65 % des hommes et 35 % des femmes</p>		
		<p>Outcome Indicator 3 c</p> <p>% de jeunes qui font du réseautage à travers les subdivisions géographiques et autres (ventilés par âge et sexe)</p> <p>Niveau de référence 9% des personnes de l'enquête déclarent appartenir à un réseau dont 27% des hommes et 73% des femmes</p> <p>Cible : 20 % (Hommes/Femmes)</p>	<p>Interviews Surveys Pre-post evaluation</p>	<p>Youth from different prefectures are connected and are able to share knowledge and experiences</p>
	<p>Output 3.1</p> <p>Les capacités des organisations dirigées par des jeunes pour s'engager dans des processus de paix formels et informels sont renforcées</p>	<p>Output Indicator 3.1.1</p> <p>Pourcentage de jeunes qui déclarent avoir une capacité accrue à s'engager dans des processus de paix formels et informels à la suite des activités du projet (ventilés par âge, sexe et lieu)</p> <p>Niveau de référence : 0</p> <p>Cible : 10 % dont 7% hommes et 3% femmes</p>	<p>Interviews Focus groups Surveys Pre-post evaluations Outcome harvesting</p>	
		<p>Output Indicator 3.1.2</p> <p># d'évaluations des besoins en capacités réalisées</p> <p>Niveau de référence : 0</p> <p>Cible : 1 rapport d'évaluation</p>	<p>Monitoring reports</p>	

		Output Indicator 3.1.3 # d'ateliers / formations de renforcement des capacités organisés Niveau de référence : 0 Cible : 6	Workshop reports Monitoring and progress reports	
	Output 3.2	Output Indicator 3.2.1a # de forums de jeunes organisés (ventilés par zone géographique) Niveau de référence : 0 Cible : 6 dont 2 par zone du projet	Workshop reports Monitoring and progress reports	At least 3 youth forums are organized by the end of the project
	Des réseaux et des plates-formes de jeunes sont créés / renforcés pour créer une communauté de praticiens.	Output Indicator 3.2.2 # de réseaux de jeunes soutenus par le projet Niveau de référence : 0 Cible : 6 dont 2 par zone du projet	Workshop reports Monitoring and progress reports	Youth networks in the target areas are supported and
		Output Indicator 3.2.3 # de programmes de mentorat par les pairs / de stages créés à la suite du projet Niveau de référence : 0 Cible : 6 dont 2 par zone du projet		At least 4 internships are set up in partnership with ministries and other CSOs

Annexe 6: Liste des personnes rencontrées

N°	Nom	Fonction/Institution	Lieu	Type	F	M
1	Edouard Cishahayo	Coordonnateur ACCORD	Bangui	Interviews		1
2	NGONO Félicien	Chargé de programme ACCORD	Bangui	Interviews		1
3	EKOMO SOIGNET Kessy	Coordonnatrice ONG URU	Bangui	Interviews	1	
4	DEROM Pamela Audrey	Présidente CNJCA	Bangui	Interviews	1	
5	Daniel NZEWE,	Chargé de Mission en matière de la jeunesse et du service civique/Ministère de la Jeunesse	Bangui	Interviews		1
6	Didier SEZONGO	Représentant du Ministère du Plan	Bangui	Interviews		1
7	Theodore KOINAM	Directeur Général de la promotion du genre	Bangui	Interviews		1
8	Dr Augustin HIBAILE CIDEL	Université de Bangui/Centre International d’Ethique et de Leadership	Bangui	Interviews		1
9	Victor BISSEKON	Préfet de la Préfecture de la Ouaka	Bambari	Interviews		1
10	Saturnin Nicaise GREPAN-DET	Sous-préfet de Bambari	Bambari	Interviews		1
11	Pasteur Jeannot NGUE-RENDJI	Coordonnateur du Comité Local de Paix de la Ouaka	Bambari	Interviews		1
12	BINGUI Gilbert	Inspecteur central Ministère de la Jeunesse/Point Focal	Bangui	Interviews		1
13	GREH-GNI-MBOMGA	Chargé de projet ACCORD/ONG URU	Bangui	Interviews		1

14	PEROL Thierry	Vice-Président de Conseil Communal de la Jeunesse de Bégoua	Bangui	Interviews		1
15	Emmanuel WILIKON	Préfet de l'Ouham	Bossangoa	Interviews		1
16		Maire de Bossangoa	Bossangoa	Interviews		1
17	DODJINAM St- Auguste	Taxi moto	Bossangoa	Focus group		1
18	NDIROFEI - Henri	Gérant	Bossangoa	Focus group		1
19	GBEI- Jocelin	Menuisier	Bossangoa	Focus group		1
20	NGANAWARA Gertrude	Elève	Bossangoa	Focus group	1	
21	NDOHOUTOU- Romaine	Couturier	Bossangoa	Focus group		1
22	BEOROFEI-Yannick	Elève	Bossangoa	Focus group		1
23	BOUKARO-Rufin	Elève	Bossangoa	Focus group		1
24	DEREBONA - Terence	Elève	Bossangoa	Focus group		1
25	BOGUERE - Charles	Elève	Bossangoa	Focus group		1
26	DOIFEI- Stève	Taxi moto	Bossangoa	Focus group		1
27	DEGOTO - Francline	Commercante	Bossangoa	Focus group	1	
28	NAMKOISSE- Nelson	Délégué Taxi moto	Bossangoa	Focus group		1
29	DABE - Severin	Commerçant	Bossangoa	Focus group		1
30	NAMGUEDE Freddy	Tailleur	Bossangoa	Focus group		1
31	YONGMOKOFENA-	Commerçant	Bossangoa	Focus group		1

32	YONGMOKOFENA	Cultivateur	Bossangoa	Focus group		1
33	BIANSERE Cyril		bossangoa	Focus group		1
34	KPEKO Esaie	Présidente Quartier	Bossangoa	Focus group		1
35	CAILLE Jean Baptiste	Cultivateur	Bossangoa	Focus group		1
36	MBAIToyo- Anastasie	Ménagère	Bossangoa	Focus group	1	
37	BIKOO - Eunice	Elève	Bossangoa	Focus group	1	
38	BIALLESEM- Morel	Elève	Bossangoa	Focus group		1
39	NGUINAYO - Clotilde	Elève	Bossangoa	Focus group	1	
40	TANDO - Marien		Bossangoa	Focus group	1	
41	NDOKOMANGO- Fabien	Pdt Jeunesse	Bossangoa	Focus group		1
42	D0NGUINZA - Bienvenu	Jeunesse	Bossangoa	Focus group	1	
43	PEROL DINON - Thierry A	CCJB/1er Vice Présidente	Begoua	Entretien		1
44	GAMBO - Emmanuel	CCJB/Gestionnaire	Begoua	Entretien		1
45	ZOUMANDJI Aurelie	CCJB/Chargé de Programme	Bégoua	Entretien	1	
46	NGOMBE - Béni	Elève	Begoua	Entretien		1
47	NINGADA - Charly	UJ/Etudiant	PK13	Entretien		1
48	DEZANEKINE - D-Beni	J/Etudiant	Begoua	Entretien		1
49	SOGNET- Anselme-Scholastic	J/Elève	Bégoua	Entretien		1
50	DEMELE Raissa D	CCJB/Etudiant	Bégoua	Entretien	1	
51	ROBEMBE - Moise	J/CCLPR	Bégoua	Entretien		1

52	GREZOKOYEN - YE?BI-LINE Trésor	CCJB/TGA	Bimbo	Focus group		1
53	KOUNDEMBI- Delphin	RCC/Etudiant	Bimbo	Focus group		1
54	GUERET Jeremie	RCC/Etudiant	Bimbo	Focus group		1
55	KONGBO Awa	Elève	Bimbo	Focus group		1
56	IMO Louis	Etudiant	Bimbo	Focus group		1
57	BIKIVO-Salomon	RCC/Etudiant	Bimbo	Focus group		1
58	SULA- Antessia	Elève	Bimbo	Focus group		1
59	KOGNABADET- Bequerel	FCU/Coordo	Bimbo	Focus group		1
60	SQNDOMBE- Delmas	RCC/Etudiant	Bimbo	Focus group		1
61	SENOUSSI MAHAMAT	AJMO	Bambari	Focus group		1
62	MOMO SANGANZA	Présidente des Victimes	Bambari	Focus group	1	
63	IBRAHIM ADAM	AJMO	Bambari	Focus group		1
64	AMADOU Ramy Ramadane	Leader des jeunes	Bambari	Focus group		1
65	MANDATA SABRACK	Président	Bambari	Focus group		1
66	FATIME ABDELKARIM	OFCA	Bambari	Focus group	1	
67	PIYIKA Roland	Maçon	Bambari	Focus group		1
68	NGAYASSI Ursula	Présidente	Bambari	Focus group	1	
69	REGATEMO Pauline	Présidente	Bambari	Focus group	1	

70	MATONGO Sidoine	SG de la femme	Bambari	Focus group		1
71	OUPOUNABA Fabrice	Représentant jeunesse	Bambari	Focus group		1
72	NGAKOLIGBA François	Président ANPRO	Bambari	Focus group		1
73	ASANIA IBRAHIM	AJMO	Bambari	Focus group	1	
74	DJAMILA Yacoub	TG CPJO	Bambari	Focus group	1	
75	ALLO Georgettes	Membre OFCA	Bambari	Focus group	1	
76	MASSIA Vianey	Président des jeunes	Bambari	Focus group		1
77	MANEO Boris	Président	Bambari	Focus group		1
78	GONEZABET laire	CTRO	Bambari	Focus group	1	
79	ZENABA SALLET	VP OFCA	Bambari	Focus group	1	
80	GBOROPA Benoit	centre ville	Bambari	Focus group		1
81	KOBADIA Paulin	religieux	Bambari	Focus group		1
82	GUEREGOUI Jonathan	Vice Président de la jeunesse	Bambari	Focus group		1
83	FALMATA ABBAGANA	Commerçante	Bambari	Focus group	1	